

la presse **PLUS**

□ Montréal,
29 octobre 1983
volume 1,
numéro 38

Chiffres obèses

Se nourrir: les Québécois y consacreront en 1983 7,2 milliards \$, nous révèle Pierre Racine dans son enquête publiée en pages 2 et 3.

PLUS lui a demandé de tracer le portrait global de l'alimentation au Québec: depuis l'activité agricole — 3 milliards \$ de revenus à la ferme cette année — jusqu'à l'autre bout de la chaîne, la distribution, où l'on assiste à des luttes épiques pour occuper le marché; et en passant par l'industrie de transformation où les mouvements de concentration — Fédérée, Agropur, Culinar — impressionnent et inquiètent.

Impressionnent par le phénomène de québéçisation qui l'accompagne. Inquiètent — du moins le ministre de l'Agriculture — par le fait que la petite industrie de transformation a tendance à disparaître. Le ministre Jean Garon s'en est ouvert à PLUS — de cela et de bien d'autres choses — lors d'une entrevue exclusive qui paraît en pages 4 et 5.

Le ministre s'était donné pour objectif d'assurer l'autosuffisance alimentaire du Québec, c'est-à-dire une balance commerciale agricole équilibrée. Après sept ans du mandat de M. Garon, ce taux d'autosuffisance a grimpé à 60 p. cent. Mais Pierre Racine estime dans son enquête qu'il sera difficile d'aller beaucoup plus loin.

Reste que le secteur de l'alimentation constitue un champ suffisamment vaste et important pour donner du relief à cet événement automnal qui s'appelle le Salon international de l'agriculture et de l'alimentation.

Dans l'intervalle, la situation mondiale de l'alimentation connaît une nouvelle détérioration, comme en témoigne Jean Lapiere qui a rencontré à Rome des responsables de la FAO, l'organisme spécialisé des Nations unies en matière d'agriculture et d'alimentation. Son reportage en page 6.

Dans le monde cette semaine, un événement domine: le massacre de militaires américains et français à Beyrouth. Robert Pouliot, depuis Chypre, signale qu'un tel événement n'est que la pointe de l'iceberg qui pourrait dévaster le Moyen-Orient. Un Moyen-Orient qui n'a jamais connu depuis la Deuxième guerre pareille concentration militaire, tant américaine que soviétique (page 7).

Enfin des reportages de Vera Murray à Bonn sur les manifestations pacifistes du dernier weekend (page 10) et de Michel Arsenault à Buenos Aires à la veille des élections générales en Argentine (page 8).

La Rédaction



UNE
ENTREVUE
DE

plus

AVEC
JEAN GARON

pages 4 et 5

QUI

NOURRIT

LE QUÉBEC ?

pages 2 et 3



Serge Grenier

L'EMPIRE DES SENS

CUISINE

La poutine

Jadis, c'était un pouding. Des grands-mères pas gaspilleuses préparaient la poutine au pain; on en avait des croûtes à manger. Puis, on entendit parler de la poutine râpée, une sorte de délice acadien dont j'ignore, à part la patate, la composition, mais il me semble que c'est simple et vite fait. Aujourd'hui, c'est la poutine tout court. La poutine est très nourrissante; rien qu'à y penser, on n'a déjà plus faim. Comme le pâté chinois, la poutine a trois rangs: un rang de patates frites, un rang de fromage en grains fondu, un rang de sauce barbecue. Variantes locales possibles. Même Kraft, dans une appétissante recette-télé dont elle a le secret, recommandait l'un de ses fromages pour la confection de la poutine, «un plat typique de certaines régions du Québec», comme disait, du bout des lèvres, l'annonceur. Après le «P'tit Québec juste pour nous autres», merci, Kraft, pour cette nouvelle pierre dans l'édifice de la gastronomie de par chez nous. La semaine prochaine: la guédille.

HÔTEL

La Sapinière

Petit hôtel ou grande auberge, toujours est-il que La Sapinière de Val-David continue d'être ce qu'elle a toujours été: un refuge feutré, croquevillé dans ses montagnes. Lorsque l'angélus sonne à l'église du village, on croirait entendre la cloche qui appelle à la soupe. Et quelles soupes! Ce soir-là, la soupe aux huîtres faisait fureur; une bonne fourchette voisine en prit même deux. La suite du repas fut à l'avenant. Au dessert, la même bonne fourchette en mangea deux. Puis on se glisse dans un petit salon à plafond bas, on se cale dans un large fauteuil en face de la cheminée, on sirote peut-être un alcool de poire et on médite sur les repas de demain et les vins qu'on fera monter de la cave. Et quelle cave!

HORLOGES

À la bonne heure

On peut fort bien vivre en ville sans montre au poignet ni patate en poche, il y a des cadrans partout. Beaucoup de bâtiments an-

ciens et d'églises protestantes ont le leur. L'Hôtel de ville a le sien. Quai Victoria, la bien nommée Tour de l'Horloge. Près du pont Jacques-Cartier, haut juché, le cadran de l'édifice Molson, visible de loin par temps sombre. La plus ancienne d'Amérique du Nord: l'horloge du Vieux Séminaire qui marque les heures depuis 1701. Électrifiée en 1966. Les horloges de nombreuses succursales bancaires. Quelques belles: l'horloge de Birk's, carré Phillips; celle du 507, Place d'Armes; l'immense horloge florale du parc Westmount (vingt pieds de diamètre). Les halls d'entrée de plusieurs édifices publics ont un cadran. Ainsi, à l'entrée principale de la Maison de Radio-Canada, un grand cadran, sans doute réglé au commencement du trait prolongé, indique à des employés pressant le pas que l'heure du lunch est déjà terminée depuis longtemps.

À LA TÉLÉ

Coups de plumes

Événement rare à la télé: une prise de bec. L'arbitre: Michel Jamin. Les combattantes: deux femmes à l'abondante chevelure noire, mais l'une qui s'est fait teindre en blonde sans qu'on le lui demande. Dans le coin droit, pesant plus qu'avant, la reine des Cartons de l'Est, Michèle Richard; dans le coin gauche, ce soir-là une vraie soie, Nathalie Petrowski. Occasion de la rencontre: chacune venait y annoncer son livre. Michèle, une œuvre sur son père Ti-Blanc, Nathalie, un recueil de ses bons coups. Michèle attaque. Nathalie, qui en a pourtant plumé d'autres, semble prise au dépourvu; elle feint d'ignorer sa collègue écrivaine. Deuxième boulet. Nathalie tient bon. L'invitée de la semaine, Mariette Lévesque penche pour Michèle et ajoute un grain de sel. Michèle entreprend de crêper le chignon de Nathalie mais l'arbitre lui signifie qu'il faut écouter quelques messages et lui rappelle qu'elle a encore une chanson à chanter. Messages. Michèle chante. La musique étant loin d'adoucir les moeurs, Michèle revient à sa proie. Elle frappe dur. Nathalie encaisse. Mariette glisse un second grain de sel. La bombe blonde frappe encore. L'arbitre tempère et évite le pire. Une dernière salve qui soulage Michèle. Non, elle n'a pas déboulonné la statue mais a s'est pas gênée pour y dire. Encore solide, Nathalie, comme le recommande l'arbitre, garde le sourire. □

AU QUÉBEC EN 1983

Une grande bouffe de 7,2 milliards \$



Pierre Racine

Les Québécois auront englouti en 1983 7,2 milliards \$ dans les caisses enregistreuses des magasins d'alimentation, somme effrayante que se partagent détaillants, épiciers indépendants et les grandes surfaces, tous se livrant des luttes titanesques. À l'autre bout de la chaîne alimentaire, le Québec de 1983 produit 60 p. cent de ce qu'il consomme: les revenus bruts à la ferme atteindront pour la première fois cette année les 3 milliards \$. Parallèlement, on assiste à un important phénomène de concentration de l'industrie de la transformation: le dernier-né des grands, Culinar, en expansion foudroyante, se tâte désormais les biceps aux côtés de la Fédérée et de Agropur.

Le commerce de détail constitue un véritable ring de boxe: Provigo, fort d'un chiffre de vente de 2,4 milliards \$ en 1983 bouscule Steinberg (1,43 milliard \$) dont le marché a tendance à s'effriter; dans l'intervalle, les épiciers «indépendants» servent des jabs répétés aux grandes chaînes; finalement, les boutiques spécialisées — poissonneries, fruiteries, épicerie fines — surprennent leurs adversaires avec un solide 9 p. cent du marché, soit 666 millions \$ de ventes en 1982.

Au fait, qui nourrit qui au Québec? D'abord il faut savoir que la majorité des produits alimentaires achetés par les Québécois sont produits par... les autres. Malgré notre beau taux d'autosuffisance qui est de 60 p. cent. Comment expliquer ce phénomène? Par notre surproduction en produits laitiers (le Québec produit plus de 140 p. cent de la demande intérieure en produits laitiers) et en viande porcine. Et par la bonne performance de notre volaille où la

production est à peu près égale à la consommation (plus de 130 000 tonnes par année).

Somme toute les Québécois produisent beaucoup plus de lait et de ses dérivés (39 p. cent des ventes brutes du produit agricole total), et de porc (7 p. cent du produit agricole total) qu'ils n'en consomment. Cela surcompense notre faiblesse dans les autres secteurs, sauf dans les cas du veau et de la volaille où l'autosuffisance est atteinte, et des œufs où l'on produit environ 70 p. cent de ce qui est consommé ici (le Québécois moyen en mange plus de 20 douzaines par année). Bien sûr nos érablières produisent trois fois plus de sirop que l'on n'en consomme (près de 5 000 tonnes par année) mais cette production demeure marginale relativement à l'ensemble du secteur alimentaire.

Les importations

Quelques chiffres révélateurs: environ 85 p. cent des fruits achetés par les consommateurs québécois ont mûri à l'extérieur de nos frontières. Huit agneaux sur 10 sur nos tablettes ont voyagé plus de 10 000 kilomètres et 85 p. cent des coupes de boeuf proviennent de l'Alberta. Un pot de miel sur deux est l'œuvre d'abeilles «anglophones». De plus, pas loin d'un poisson sur deux est pêché dans les eaux hors-Québec. Dans les bonnes années, nos agriculteurs produisent tant bien que mal une pomme de terre sur deux exposées dans nos supermarchés. Globalement, plus d'un légume sur deux est importé.

En ce qui concerne les céréales et les oléagineux (huiles et corps gras faits à partir des graines de soya, de tournesol et le colza), ils proviennent presque entièrement

de l'extérieur, excepté le maïs et ses dérivés.

À qui la faute? À Jacques Cartier qui, s'il avait eu un peu plus l'esprit de la terre, aurait repris le chemin de la mer pour s'installer ailleurs. Nos conditions climatiques ne nous permettront jamais de faire une percée sur le marché des fruits et légumes, à moins d'une révolution technologique peu probable.

Reste les secteurs de la production laitière et de la viande. Mais ces deux créneaux représentent déjà plus de 70 p. cent des ventes brutes totales (2 026 144 \$ en 1981) des agriculteurs du Québec dont le nombre diminue sans cesse d'ailleurs, de 61 154 en 1971 à 48 092 en 1981.

De ce nombre, plus de 10 000 ont des revenus annuels de source agricole de moins de 2 500 \$. Et plus de 50 p. cent des autres sont concentrés dans la production laitière. Comment amener les autres à s'intéresser à la production bovine, un des seuls espoirs du Québec, lorsqu'on sait que pour être rentable, une production bovine doit démarrer avec un minimum de 500 veaux d'engraissement à 1 000 \$ la tête... Et il ne faut penser convertir facilement les spécialistes de la production laitière: ils jouissent d'un revenu hebdomadaire assuré alors que la production de boeuf fonctionne sur une base annuelle. Cet élevage commande des capitaux énormes et le marché est contrôlé de façon serrée par les ranchers de l'Ouest canadien, qui disposent d'un pouvoir financier qu'on n'est pas près de rattraper.

Reste le poisson, mais cette industrie est frappée par la désuétude des usines de transformation



L'autosuffisance pourrait avoir atteint la saturation

sentent peu de perspectives d'amélioration réelle. Les pêcheurs s'endorment le ventre vide au son des débats Garon-De Banné dans leurs barques vétustes et une grande industrie du «boeuf de l'est» relève plus du rêve qu'autre chose. Quant au sirop d'érable, il n'augmentera jamais le PNB que dans des proportions risibles.

Vraisemblablement, notre degré d'autosuffisance a atteint globalement un point de saturation. Même si on améliore le secteur des pêches, la production porcine québécoise va connaître un certain déclin à cause d'une compétition internationale féroce de la part du Danemark, de la Chine et des États-Unis.

Les débouchés de nos produits agricoles

Si les Québécois sont les spécialistes du lait, du porc et de la volaille, où vont donc ces produits?

Environ 80 p. cent de la production laitière (près de 3 millions de kilos) consiste en lait de transformation, qui sert à fabriquer les dérivés comme le yogourt et le fromage, est traité à 100 p. cent par des entreprises québécoises comme la Coopérative fédérée et Agropur et vendu ici. Le surplus est acheminé à travers le Canada. Le lait nature, 20 p. cent de la production laitière, est consommé ici. Ce lait est traité à 50 p. cent par des coopératives québécoises et à 50 p. cent par l'entreprise privée, la Ferme Saint-Laurent par exem-

pie, en majorité à intérêt québécois.

Quant au porc, il est élevé, abattu et transformé au Québec. Environ 25 p. cent de la production porcine qui s'élève à quelque cinq millions de têtes prend le chemin du Japon, des États-Unis et de l'Extrême-Orient; marginalement dans les Caraïbes et au Venezuela.

La volaille, dont la production s'élève à 135 000 tonnes, plus de 20 kg par personne, connaît un profil identique au porc sauf que l'exportation est inexistante: elle est entièrement produite et consommée par les Québécois. Le dindon a à peu près le même «curriculum» puisqu'il est produit à 90 p. cent par des éleveurs d'ici: sa consommation se situe à plus de 25 000 kg, soit près de 5 kg par personne.

Un mot sur les oeufs: les Québécois, qui en consomment plus d'un milliard par année, en importent 30 p. cent qui proviennent surtout de l'Ontario. Une caractéristique de l'oeuf québécois: plusieurs ont un jaune foncé qui est dû au maïs dont certaines poules sont nourries; ces oeufs sont vendus principalement aux minorités ethniques peu dérangées par cette colora-

tion accentuée qui rebute par ailleurs le consommateur québécois.

Les géants de la transformation

Le secteur des entreprises agro-alimentaires est largement contrôlé par les Québécois. Si l'on excepte Kraft peut-être, qui constitue une énigme... Quelle est la part de marché de ce titan au Québec dans le secteur de la transformation? Seule une petite mafia d'informateurs masqués le savent... et se taisent.

Au gouvernement du Québec, on semble cacher toute information qui ne concerne pas les entreprises purement québécoises pour ne pas sabrer l'image mythique bien entretenue du «Québec aux Québécois» en matière agricole... Ainsi on parle largement des exportations de nos producteurs mais pas un mot sur la provenance des importations étrangères... Cela dit, selon une source fiable, Kraft Canada contrôlerait au Québec 60 p. cent du secteur spécifique de la conserverie.

Cependant, les grandes entreprises de transformation alimentaire appartiennent à des intérêts québécois. La plus importante, et de très loin, est la Coopérative fédérée dont le chiffre d'affaires est

passé de 1075 milliard \$ en 1981 à 1219 milliard \$ en 1982; cette coopérative contrôle pas loin de 50 p. cent du secteur agro-alimentaire québécois. Le volume des ventes de sa division des viandes atteignait en 1982, 238,4 millions \$, celui de sa division de l'aviculture 138,8 millions \$ et celui de sa division laitière 367 millions \$.

L'autre géant de la transformation au Québec c'est Agropur qui traite plus d'un milliard de litres de lait annuellement et dont le chiffre d'affaires atteignait 616 millions \$ il y a deux ans.

Suit la Salaison Olympia avec plus de 200 millions \$ de chiffre d'affaires. Celle-ci, avec les Abattoirs Saint-Jean (au sixième rang des transformateurs au Québec) exportait en 1982 pour près de 250 millions \$ de porc dans tous les pays du monde.

Vient ensuite Culinar, la plus importante des entreprises québécoises de la transformation alimentaire autre que dérivée des produits laitiers et de la préparation des viandes, dont le chiffre d'affaires se situait à près de 190 millions en 1982. Avec son expansion rapide, Culinar risque de rejoindre dans les années à venir Agropur. D'ailleurs Culinar est l'entreprise québécoise qui a connu la plus forte progression de son actif en 1983 (une croissance de 100 p. cent) suivie de Québecor et de Henry Birks.

Les autres joueurs de la transformation ont des chiffres d'affaires oscillant plus ou moins entre 100 millions \$ et 170 millions \$ par année. Il s'agit, en ordre d'importance, de Purdel, Abattoirs Saint-Jean, Agrinove, Viandes Lépine, Unipain et la Chaîne coopérative du Saguenay.

À noter: la grande majorité de nos produits agricoles sont transformés en presque totalité par des compagnies québécoises. Ainsi les productions animales, ce qui comprend les produits laitiers, constituent en valeur environ 75 p. cent de la production agricole au Québec et elles sont entièrement traitées ici.

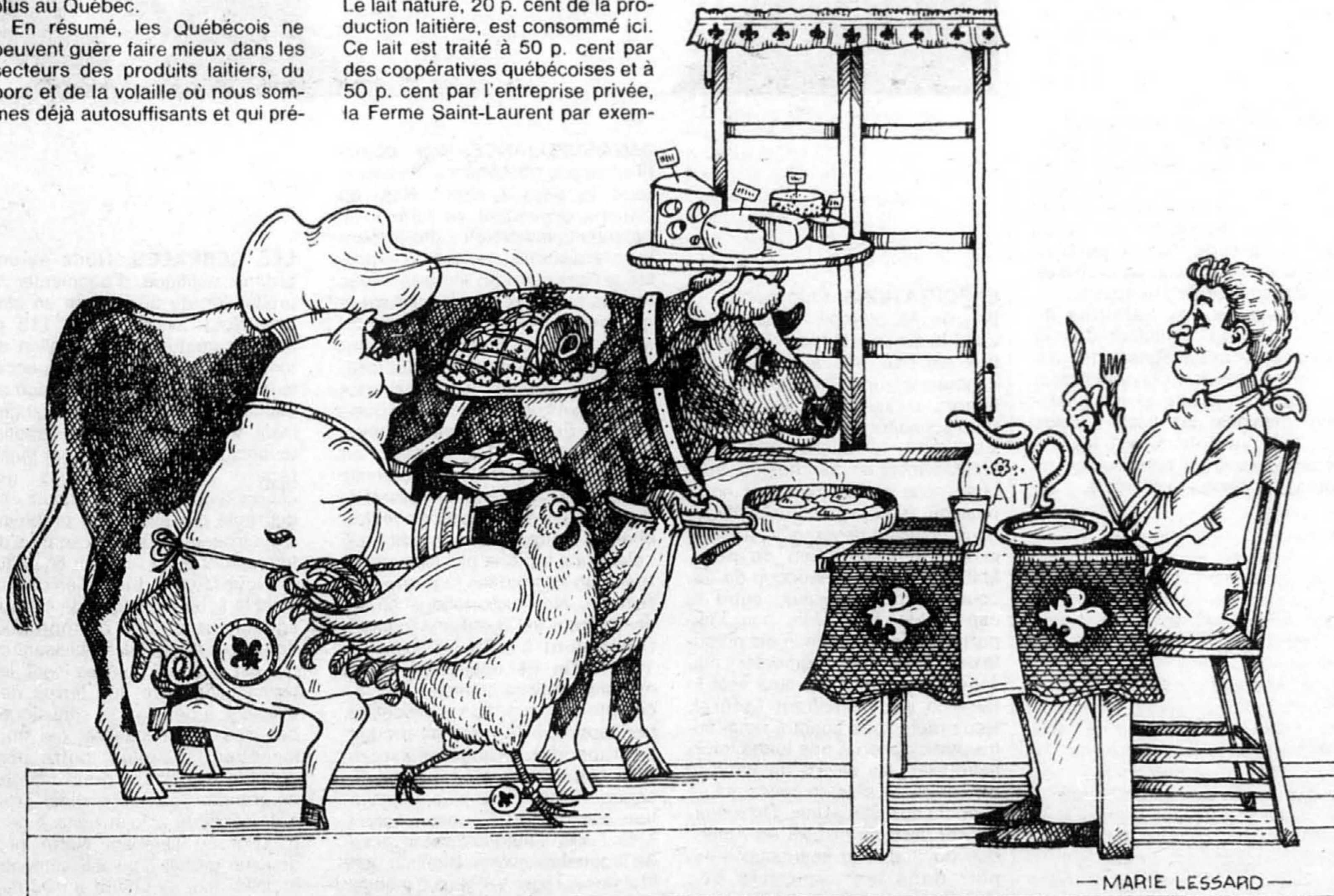
Le secteur de la transformation ne connaît donc pas les affres du secteur de la production qui dépend dans une large mesure, 40 p. cent, des approvisionnements extérieurs.

Le commerce de détail en mutation

Au Québec les grandes chaînes corporatives perdent du terrain: de 1974 à 1982 leur part de marché passe de 44,2 p. cent à 36 p. cent. Qui en profite? Les épiciers indépendants regroupés qui ont accru leur part de 6,5 p. cent pour la même période et dont la part de marché se situait en 1982 à 45 p. cent.

→ (Pêcheurs Unis notamment, qui acapare 40 p. cent des approvisionnements québécois et qui oscille entre la faillite et l'apoplexie financière) et les batailles stériles entre Québec et Ottawa qui a gelé le nombre des permis de pêche en plus au Québec.

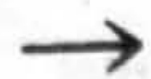
En résumé, les Québécois ne peuvent guère faire mieux dans les secteurs des produits laitiers, du porc et de la volaille où nous sommes déjà autosuffisants et qui pré-



— MARIE LESSARD —

JEAN GARON

À plus



Les épiciers-proprétaires au Québec font donc des pieds de nez à Steinberg, A&P, Sobeys, Montemurro et Dallaire. Le cas de Provigo est particulier puisque ce grossiste possède 113 magasins corporatifs (ce sont donc des chaînes) et est également le fournisseur d'épiciers-proprétaires qui fonctionnent sous différentes bannières dont Provigo, Proviso, Axep, Jovi, IGA... Les Provigo indépendants (qui appartiennent à un gérant-proprétaire) font donc la barbe aux chaînes Provigo qui sont la propriété de la corporation. Au Québec, Provigo possède 113 chaînes corporatives, mais il y a aussi 133 Provigo qui sont détenus par des épiciers-proprétaires qui fonctionnent sous bannière... Provigo.

En 1982 Steinberg possédait au Québec 139 chaînes, Provigo 113, A&P 14, Sobeys sept, Montemurro cinq et Dallaire cinq. Ces chaînes réalisaient pour la même année un chiffre d'affaires de 2,4 milliards \$ comparativement aux épiciers indépendants regroupés (ce qui inclut les dépanneurs qui fonctionnent sous bannière comme Sept-Jours, Boni Soir, la Maisonnette...) qui réalisaient 3,4 milliards \$ de chiffre d'affaires. Ce sont donc les épiciers indépendants regroupés sous bannière qui contrôlent le marché.

Dans ce créneau, ce sont les supermarchés (épicerie dont le chiffre d'affaires est supérieur à un million \$ annuellement) qui se partagent la plus large part du gâteau. En effet les Québécois investissent quatre fois plus d'argent dans les supermarchés que dans les dépanneurs et les petites épicerie puisque les ventes des supermarchés au Québec s'élevaient à 5 milliards \$ tandis que celles des dépanneurs et petites épicerie totalisaient 1,7 milliard \$.

Cette tendance devrait s'inverser dans l'avenir puisque les supermarchés connaissent une expansion moins rapide, 8,3 p. cent par année depuis 1977, que les unités plus petites dont l'expansion des ventes frise les 15 p. cent depuis plus de cinq ans.

Les magasins spécialisés connaissent eux aussi une expansion plus forte que la moyenne du marché qui a enregistré ces dernières années une augmentation annuelle moyenne des ventes de l'ordre de 10 p. cent. En fait, les Québécois achètent de plus en plus dans les poissonneries, fruiteries, fromageries... au détriment d'à peu près tout le monde sauf des épiciers indépendants sous bannière (Proviso, Métro-Richelieu, etc.), propriétaires de petites unités (en majorité des dépanneurs sous bannière) qui connaissent une ascension fulgurante: plus de 25 p. cent d'augmentation du chiffre total de leurs ventes annuelles au Québec.

En conclusion, on peut dire que les Québécois se détournent des grandes chaînes corporatives, donc souvent des supermarchés. On achète aussi de plus en plus dans les dépanneurs et les magasins spécialisés. On pourrait croire à un changement profond des habitudes alimentaires. Pourtant lorsqu'on regarde le départage du budget alimentaire d'un Québécois moyen, cela n'a rien de très révolutionnaire.

Sur 100 \$ consacrés à l'alimentation, la famille moyenne cons-

acre 89,30\$ aux aliments comme tels, 2,40\$ aux boissons gazeuses, 5,50\$ à la bière et 2,80\$ au vin. Ce qu'on peut remarquer cependant c'est que la part du budget consacrée à l'alimentation par personne au Québec est de plus en plus mince. Alors que les ventes per capita du secteur de l'alimentation (1 046,12\$ en 1982) ont doublé depuis 10 ans, le revenu per capita a, lui, triplé. Les achats alimentaires constituent donc de moins en moins une inquiétude budgétaire pour les Québécois. Qui profite de cette prospérité particulière?

Au Québec dans le commerce de détail alimentaire, Provigo fait la pluie et le beau temps et... les mauvais jours de Steinberg qui ne retrouve plus son souffle, depuis le coup des rabais de 6 p. cent que lui a asséné Provigo, lors de la guerre des prix du printemps dernier. Au terme de l'exercice se terminant le 31 juillet 1983, Steinberg annonçait lamentablement une diminution des bénéfices de plus de 60 p. cent! Ceux-ci sont passés de 34 millions \$ en 1982 à un peu plus de 13 millions \$ l'année dernière. Steinberg se retrouve actuellement au troisième rang avec 18 p. cent du marché de détail au Québec.

Qui contrôle alors le commerce de détail? Antoine Turmel, fondateur et président de Provigo, dont le groupe se dirige vers des ventes de 3 milliards \$ en 1986 au Québec. Le groupe s'est d'ailleurs classé comme l'entreprise de distribution alimentaire la plus rentable au Canada avec un rendement sur capital moyen de 22 p. cent en 1982. Au Québec, Provigo est la plus grande entreprise de détail avec environ 32 p. cent du marché. L'ensemble des opérations de Provigo au Canada représente, en 1982, 3,68 milliards \$. Après avoir acheté les 80 supermarchés Dominion en 1980 et battu Steinberg dans la guerre des prix, Antoine Turmel se dirige vers un succès phénoménal.

Métro-Richelieu, le seul autre ténor d'importance, pourrait toutefois causer des surprises dans l'avenir. Ce groupe a connu entre 1981 et 1982 une progression de ses ventes de l'ordre de 50 p. cent. Sa part du marché au Québec est de 25 p. cent, en croissance au détriment de Steinberg.

Au-delà de ces batailles de hauts lieux qui semblent donner tout pouvoir aux magnats de l'alimentation, c'est le consommateur qui règne en maître et qui finalement manipule les ficelles selon son bon vouloir. C'est lui qui départagera à sa convenance ce gâteau de plusieurs milliards. □



EXPORTATIONS: Être concurrentiel sur le marché international, c'est le meilleur moyen d'offrir les prix les plus bas à ses propres consommateurs. Exemples: le lait, le porc. L'Ouest canadien et l'Ontario souhaitent freiner notre développement: le Québec est traditionnellement un marché pour eux. Mais nous avons maintenu notre position dans l'industrie laitière; nous sommes devenus le premier producteur canadien de porc. Mais il n'y a pas beaucoup de débouchés internationaux, outre le Japon et les États-Unis, pour l'exportation de la viande; il est ridicule de vouloir alors augmenter l'élevage dans l'Ouest comme veut le faire le gouvernement fédéral. Nous réétudions quant à nous notre participation à des foires internationales, les salons de Paris et de Tokyo, en plus de celles qui se tiennent aux États-Unis. On a également certains projets en Amérique du Sud. J'ai beaucoup d'espoir dans les capacités des Québécois de vendre à l'étranger: nous avons de nombreux avantages.

AUTOSUFFISANCE: Notre objectif n'est pas nouveau au Québec et tous les pays le visent. Nous en parlons cependant en termes de balance commerciale agro-alimentaire équilibrée: essayer d'exporter autant que l'on importe. Nous jouons sur deux plans: produire le maximum de ce que nous consommons, sans essayer d'empêcher les gens de consommer des produits non produits ici, et exporter les produits où nous sommes compétitifs. En 1976 l'autosuffisance s'établissait à 47,4 p. cent; en 1982, 62 p. cent. Nous avons mis l'accent sur les céréales, l'élevage du boeuf, les productions maraîchères. L'ouverture du crédit agricole, qui a triplé, a par ailleurs entraîné un boom dans la production porcine. Nos exportations en 82 se chiffrent à 1,3 milliard (comparativement à 409 millions en 1976). On ne comptabilise pas nos importations comme telles: on compte ce que l'on consomme, par rapport à ce que l'on produit, par rapport à ce que l'on exporte pour établir notre taux d'autosuffisance. Production plus exportation, par rapport à consommation. Il faut voir l'autosuffisance ainsi, de façon dynamique. Bien sûr qu'il faut encourager les gens à manger des pommes, mais il ne s'agit pas de les empêcher de manger d'autres fruits.

LES CÉRÉALES: Nous avons comme politique d'augmenter la production de 50 p. cent en cinq ans. Nous avons atteint 115 p. cent en quatre ans! Un million de tonnes de plus. Nous avons accéléré le programme de drainage en débouchant les goulots d'étranglement: le ministère, très paternaliste, décidait de tout. Ce sont maintenant les cultivateurs qui choisissent les entrepreneurs, ce qui règle par ailleurs le problème du patronage... De plus en plus de terres sont donc remises en culture. Nous faisons dresser en ce moment la fiche technique de chaque agriculteur et une cartographie des terres agricoles établissant ce qui est produit, quelles sont les terres utilisées et les terres non utilisées, à des fins de statistiques précises en la matière, qui nous manquent. De plus, notre programme de silos à grain marche en grande: deux mille silos! Trois mille séchoirs à foin! Faits à cent p. cent au Québec. Notre programme global d'investissements, en trois ans, se chiffre à 403 millions, c'est considérable: des changements complets dans l'économie québécoise. →

Zonage: pressions «vicieuses»

Pendant près de quatre heures, le ministre de l'Agriculture, de l'alimentation et des pêcheries a discoursé pour le bénéfice de la rédaction de PLUS sur une panoplie de sujets qui lui tiennent à coeur. Le très court condensé que nous publions ne donne guère justice à la faconde du ministre, à ses anecdotes savoureuses ni à ses multiples projets: l'agneau, le pommier nain, les serres non conventionnelles, l'élevage du brochet, les framboisiers que le vent couche, la bière qui n'est pas encore sous sa juridiction, les chevaux de courses — juridiction que conserve le ministère du Revenu — sans compter le sirop d'érable, le sucre, le doré et les cerises de France...

L'autosuffisance: de 47 p. cent en 1976 à 62 p. cent en 1982

LA CONCENTRATION: Dans le domaine laitier, la concentration devrait cesser; il y en a déjà eu trop. Agropur n'est pas trop gros en soi, mais elle ne doit plus faire disparaître de concurrents en les absorbants; elle doit grossir en s'accaparant une plus grande part du marché. Dans le cas de Culinar, le problème est autre: Culinar avait atteint un certain plafond dans son domaine; avec sa dernière acquisition, elle étend ses champs d'activités. Dans l'alimentation de détail, la concentration est à la fois une force et une faiblesse: la force, c'est celle du pouvoir d'achat qui, si elle est dirigée dans le sens du développement de l'économie québécoise, peut être extraordinaire; la faiblesse... c'est l'inverse. À ce jour, la concurrence est très forte et les prix aux consommateurs québécois sont parmi les plus bas au Canada. Le consommateur n'est pas pénalisé. Mais, si un jour pour faire de plus grands profits, on achète ailleurs... c'est là le risque. Il faut de plus tenir compte des nouvelles habitudes d'achat du consommateur: la trop grande uniformisation entraîne la création d'établissements spécialisés. Même les grandes chaînes songent à en créer à l'intérieur de leurs grandes surfaces.

SUCCÉDANÉS ET INDUSTRIE LAITIÈRE: Le principal problème, ici comme au Canada, est le vieillissement de la population et non la concurrence éventuelle des succédanés des produits laitiers. La consommation peut être amenée à diminuer à cause du vieillissement de la population. Les coopératives réagissent cependant et développent le marché des fromages spécialisés, le beurre (allégé), moins gras, qui va dans le sens de ce que recommandent les diététistes, les jus de fruit à base de lait, le yogourt liquide, très populaire en Asie. Renversement de la pyramide des âges et changement dans les habitudes de consommation sont les problèmes. Nos exportations internationales par contre ont augmenté considérablement au cours des dernières années; des marchés se développent: le potentiel dans les pays en voie de développement est considérable; tous considèrent que le lait est le meilleur aliment pour les enfants, quoi que l'on ait essayé de faire croire. Évidemment, l'ACDI pousse sur les céréales... subventionnées à coup de 656 millions \$ par an par le gouvernement fédéral. Il faut souligner à propos du lait que c'est le seul produit véritablement subventionné, mais moins qu'on ne le pense: le gouvernement fédéral verse 125 millions \$ — le même montant depuis dix ans — au Québec, qu'il récupère en grande partie auprès des agriculteurs eux-mêmes en imposant des frais d'exportation sur la poudre, le beurre, etc... et par les pénalités imposées aux cultivateurs qui dépassent leur quota, non remboursées pour la première fois cette année. Et je signale qu'il n'y a pas de surplus.

LES PÊCHERIES: Nous travaillons beaucoup sur la qualité du produit, donc sur l'établissement de contrôles et, mieux, d'auto-contrôles. Notre marque de commerce doit être la qualité, comme nous l'avons obtenue dans le porc. C'est la première chose à faire. Je suis allé à Boston où les usines paient moins cher le poisson canadien que le poisson danois: j'ai vu pourquoi! C'était épouvantable au niveau de la qualité. De la peau sans chair, des parasites, des rognures au lieu de filets, des grosses arrêtes... Les normes fédérales ne valent rien: on se contente de classer le poisson entre bon et pourri. Nous devons instaurer notre propre système québécois de normes et d'inspection car le gouvernement fédéral n'aura jamais le courage de le faire. Nous étudions donc les options qui nous sont ouvertes. Nous penchons vers un système à la scandinave où l'inspection des normes se fait par l'entreprise privée elle-même, sous la supervision de l'État. Et les pêcheries sont importantes pour le Québec même si elles n'engendrent que 100 millions, comparativement à 3 milliards pour l'agriculture: en effet, la pêche est concentrée sur le territoire marin québécois qui est aussi important, au point de vue de la population, que la Nouvelle-Écosse. Ce n'est pas 1 p. cent de l'économie du Québec, soit, mais son importance relative est énorme: ce territoire n'a pas grand-chose d'autre. Après la qualité, il faut penser à la mise en marché; et je ne crois pas en une société d'État; la solution, à mon avis, c'est le modèle Provigo ou Métro-Richelieu. Peu importe le nombre d'usines — la grosseur n'est pas synonyme de qualité — si elles respectent les normes établies: elles peuvent ensuite s'associer pour leurs achats et leurs ventes, l'État se contentant de garantir leurs crédits pendant qu'elles s'installent toutes. Le gouvernement fédéral a choisi l'autre voie: les grosses usines, au prix de fermer des villages entiers comme à Terre-Neuve. La formule coopérative est une spécialité du Québec qui a raté à tort ou à raison le capitalisme. Qualité, mise en marché et troisième volet renouvellement de la flotte.

ZONAGE AGRICOLE: Nous avons subi beaucoup de pressions jusqu'aux élections de 1981. Après les élections, plus de pressions du tout... Maintenant elles reprennent! Lorsqu'une telle loi est adoptée, on prend un peu les résultats pour acquis, à tort. Nous allons faire des aménagements pour rendre la loi plus pratique d'application, et non pas plus souple. Mais il va falloir réexpliquer le pourquoi du zonage agricole. Les pressions viennent de partout mais de façon différente maintenant. C'est plus vicieux qu'avant... Avant, c'était plus direct; maintenant, une Municipalité régionale de comté peut être tentée d'adopter un règlement — interdiction par exemple d'élever des animaux sur son territoire — qui contre carrément le zonage agricole, par le biais; ou de rendre la production agricole plus compliquée par des normes quasi impossibles. Les spéculateurs immobiliers n'ont guère fait de pressions tandis que les taux d'intérêts touchaient les 24 p. cent! Le débat de l'aménagement, finalement, ne s'est jamais fait. Certaines municipalités ont fait un choix: 3 000 personnes, c'est assez. D'autres, non. Pourtant, qu'est-ce que cela peut donner aux citoyens, à part les commerçants, de vouloir faire d'un village de 5 000 habitants une grande ville? Tout développement démographique d'une région au Québec se fait au détriment d'une autre: c'est un transfert. On assiste pourtant à un assainissement marqué de la gestion municipale: l'ère des aqueducs «chromés entre autre est terminée! L'augmentation des coûts municipaux a été freinée: la plupart des municipalités ont aujourd'hui des surplus budgétaires. Mais subsiste la tendance des développeurs qui veulent faire croire aux gens que, s'ils bâtissent tant de maisons, ce sera bon pour toute la municipalité. Tout le monde favorise la construction de maisons, mais pourquoi vouloir le faire sur des terres agricoles, plutôt que dans les endroits qui ne sont pas réservés pour l'agriculture? Ces endroits peuvent accueillir quatre fois la population actuelle du Québec... il y a donc de la place! Les pressions viennent de partout. Un exemple: le ministère fédéral de l'Agriculture va construire un centre de recherche alimentaire à Saint-Hyacinthe; il voulait 25 acres. J'appelle donc le ministre pour lui souligner qu'il n'avait absolument pas besoin de tant d'espace, que cinq acres étaient bien suffisants, qu'il est inutile de remplir un parc industriel d'espaces perdus... et de demander son agrandissement ensuite. C'est cet exemple multiplié qui constitue la pression. J'y ai résisté. J'ai hâte de voir le prochain ministre l'encaisser. La pression est forte en maudit! Très forte. Elle peut même venir de certains collègues ministres... La pression est inimaginable, peut prendre toutes sortes de formes. Le modèle classique de la pression, c'est le mensonge: dire une chose fautive, embarquer suffisamment de monde... qui pour sauver la face, persiste.



LE CHEPTEL BOVIN: Nous sommes autosuffisants à environ 25 p. cent. Mais ce n'est pas révélateur des efforts faits. Notre cheptel laitier a baissé considérablement en augmentant sa production grâce à l'amélioration du cheptel. On est surpris de constater que tout en important beaucoup de boeuf, on en exporte aux États-Unis... Nous y exportons de la viande à hamburger: quand la vache ne produit plus assez de lait, elle finit en hamburger. Nous avons, en parallèle, augmenté notre troupeau de boeufs de boucherie. Nous allons de plus mettre en application un programme pour renouveler en trois ans, en l'améliorant, le cheptel des vaches de boucherie en mettant des fonds à la disposition des éleveurs.



Jean Lapierre



Les paradoxes agricoles dans le monde

A l'échelle de la planète, un habitant sur huit (un demi-milliard) souffre de grave sous-alimentation: 15 millions d'enfants par an, 40 000 chaque jour, meurent de faim ou d'infection, chiffres de 1983. Comme le soulignait récemment le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, Édouard Saouma, «comment justifier devant une assemblée de paysans affamés et aux abois (...) que, pendant ce temps, les pays développés exportateurs de denrées alimentaires réduisent leur assistance au développement et leurs allocations d'aide alimentaire à cause de leurs difficultés économiques, tout en dépensant de plus en plus pour limiter leur propre production agricole ou subventionner leurs exportations»? Il est souvent plus facile de poser des questions que de formuler les réponses!

Production accrue

Manquerait-on de nourriture? Depuis 1950, la production agricole a augmenté deux fois plus vite qu'antérieurement. Elle progresse aujourd'hui à un rythme de 2,2 p. cent par année, en moyenne, à travers le monde. Les productions de céréales (+ 28 p. cent), de blé (+ 32 p. cent), de riz (+ 28 p. cent), d'orge (+ 25 p.

cent), de maïs (+ 33 p. cent) et de sorgo (+ 7 p. cent) ont toutes progressé au cours de la décennie 1970-1980. Les viandes de volaille (+ 72 p. cent), de porc (+ 42 p. cent), de boeuf et de veau (+ 16 p. cent) ont connu, elles aussi, une progression globale qui cache cependant des inégalités importantes entre groupes de pays, entre pays ou encore entre régions à l'intérieur des pays.

Car, pendant ces mêmes années, les importations mondiales de céréales, pour ne prendre que ce produit, ont presque doublé. En Afrique, dans 22 pays sur 51, elles ont triplé pour l'ensemble des produits alimentaires, signifiant une grave pénurie. Les États-Unis, à eux seuls, ont contribué aux trois-quarts de cette augmentation des besoins en céréales du marché international. La production agricole quant à elle a augmenté beaucoup plus rapidement dans les pays en développement (près de 3 p. cent par an au cours des années 60 et 70) que dans les pays industrialisés (environ 2 p. cent par an au cours de la même période). Celle-ci a cependant été compensée par une forte progression démographique qui n'a permis qu'une augmentation de la production alimentaire moyenne nette par habitant de 0,3 et 0,4 p. cent pour ces deux dernières décennies. Aujourd'hui, selon un rapport de la Banque mondiale, «les animaux consomment chaque année environ 600 millions de tonnes de céréales qui pourraient nourrir 2,5 milliards d'hommes». Aujourd'hui donc, nos économies produisent suffisamment pour alimenter les quatre milliards et demi d'hommes, de femmes et d'enfants de la planète. Encore faut-il pouvoir se procurer ces aliments!

La loi du marché

Mais l'alimentation, avant d'être un bien consommable, demeure un produit. Un produit que l'on vend au plus offrant, au meilleur prix possible et qui est soumis aux stratégies économiques internationales. Ainsi, les neuf dixièmes du commerce mondial des céréales sont-ils aux mains de six grandes firmes. Les pays développés (qui composaient, en 1980, 26 p. cent de la population) représentaient plus de la moitié de la production mondiale. Ils pèsent de tout leur poids sur la structure des prix.

Dans la crise économique actuelle, note la FAO, «les agriculteurs sont pris en tenailles entre l'augmentation de leurs coûts et la diminution de leurs recettes. Depuis plusieurs années, les revenus agricoles diminuent sensiblement, malgré une aide massive des pouvoirs publics: rien que dans la Communauté économique européenne, les États-Unis et le Japon, les fonds publics consacrés à l'agriculture auraient atteint 80 milliards de dollars en 1980. Malgré cela, 1980 a représenté pour les agriculteurs de certains pays développés la période la plus difficile depuis la dépression des années 1930». Au cours de cette année-là, l'indice mondial des prix des produits agricoles, exprimé en dollars constants, a chuté de 22 p. cent, comparativement à 1980. Les pays en développement ont enregistré, eux, une chute d'au moins 30 p. cent. Le prix du sucre, par exemple, a atteint le niveau de 6 cents la livre, soit moins que son coût de production et seulement le cinquième de son prix de 1980. Le

riz et le maïs ont chuté à leur niveau le plus bas en 20 ans.

Dans ces circonstances, la consommation intérieure stagne, les exportations vers le pays en développement plafonnent (alors qu'elles ont déjà doublé de 1970 à 1980) car leurs balances des paiements leur permettent de moins en moins le recours aux importations pour couvrir les besoins alimentaires.

Ceux qui le peuvent maintiennent les prix en limitant la production du blé, par exemple, alors que les États-Unis ont supprimé l'an dernier 13 millions d'hectares de production, soit une surface équivalente à toute l'Italie.

Insécurité

«L'arme alimentaire» peut-elle demeurer ainsi entre les mains de ceux qui jouent avec l'avenir des producteurs agricoles et la vie de millions d'êtres humains? Pourquoi 30 enfants meurent-ils de faim chaque minute alors que la production mondiale de céréales a augmenté de 25 p. cent au cours des dix dernières années? Pourquoi tant de faillites d'agriculteurs dans un monde qui a tellement besoin d'eux? À qui sert la crise alimentaire mondiale? Beaucoup de questions mais — hélas! — peu de réponses de la part du système économique international. □

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DE RIZ (1970-1980)

Le monde	+ 28 . p. cent	Sierra Leone	- 0,1 p. cent
Le Nigeria	+ 11,3 p. cent	Guinée	- 0,6 p. cent
Zaire	+ 3,1 p. cent	Mali	- 0,8 p. cent
Tanzanie	+ 2,1 p. cent	Sénégal	- 2,5 p. cent
Madagascar	+ 0,8 p. cent		

APRÈS L'ATTENTAT DE BEYROUTH

La plus forte concentration militaire jamais déployée au Moyen-Orient

L'explosion diabolique qui a causé la mort de près de 300 soldats français et américains cette semaine à Beyrouth n'est qu'une étincelle sur la scène d'un théâtre militaire de plus en plus fébrile au Moyen-Orient.

Quelle que soit l'organisation à l'origine de cette opération-suicide, celle de la Jihad islamique ou du Mouvement libre de la révolution islamique, la tragédie prend toute son ampleur dans le cadre d'une escalade politique et militaire sans précédent dans la région.

Jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, n'y a-t-il eu une telle concentration de forces occidentales et soviétiques au Moyen-Orient, ni autant de manoeuvres militaires liées à des conflits ou à des exercices.

Les exercices

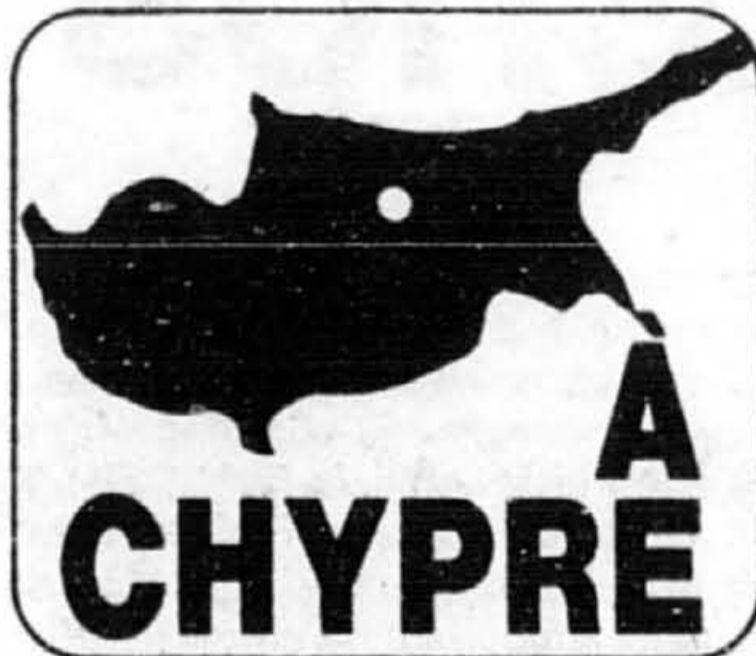
En Égypte par exemple, deux grandes manoeuvres sont à l'ordre du jour cet automne. L'opération «Bright Star 83» s'est déroulée en septembre avec la participation de 5500 soldats américains du Commandement central, mieux connu sous son ancienne appellation de Force de déploiement rapide. Pour la première fois en trois ans, ces manoeuvres conjointes tenues avec les forces égyptiennes se sont déroulées dans le plus grand secret. Même les attachés militaires occidentaux s'en sont plaints alors que la presse locale, qui avait eu droit d'assister dans le passé aux grandes opérations de déploiement, n'a pu suivre cette fois qu'un exercice mineur.

La deuxième grande opération aura lieu dans quelques semaines lorsque, pour la première fois depuis la guerre de Suez en 1956, les fusilliers marins britanniques fouleront le sol égyptien. Il s'agit encore de manoeuvres conjointes impliquant plus d'un millier de soldats anglais.

Entre-temps, les forces conjointes du Conseil de coopération du golfe (CCG) tenaient leurs premiers exercices de déploiement rapide dans le désert occidental des Émirats arabes unis. Appuyées par des instructeurs britanniques et américains, ces manoeuvres terrestres visaient à repousser une attaque étrangère contre la péninsule arabe. D'autres manoeuvres navales et aériennes se dérouleront l'an prochain. Les forces combinées du CCG, qui regroupent les armées d'Oman, du Koweït, des Émirats



Robert Pouliot



arabes, du Qatar, de Bahrain et d'Arabie saoudite, totalisent 145000 hommes, dont plusieurs centaines d'officiers et de techniciens pakistanais.

Cette opération reflète la volonté des pays arabes riverains du golfe pétrolier de minimiser du mieux qu'ils peuvent toute intervention des forces occidentales ou soviétiques dans la région. Tandis que les Américains disposent déjà de bases navales à Bahrain et dans le sultanat d'Oman, les Soviétiques ont de puissantes installations au Sud-Yémen. Toute expansion de ces facilités, affirment à tour de rôle les pays membres du CCG, aurait pour effet d'accroître la tension Est-Ouest déjà trop élevée dans la région. Un rapport élaboré sur le rôle que pourraient jouer les forces de l'OTAN à travers toute la région depuis les îles grecques de la mer Égée jusqu'au Pakistan a d'ailleurs été soumis à la dernière réunion de l'Alliance atlantique en septembre à Bruxelles et cause beaucoup d'émoi à travers le golfe.

Enfin, toujours au chapitre des exercices, des troupes jordaniennes sont présentement aux États-Unis pour subir un entraînement de commandos d'intervention rapide. L'objectif de Washington est de pouvoir compter sur un noyau d'élite entièrement musulman capable d'intervenir là où des soldats occidentaux n'auraient pas accès. Le cas le plus souvent cité est la prise de La Mecque en Arabie

saoudite il y a trois ans et demi par des intégristes.

Les États-Unis ont déjà prévu 250 millions \$ pour l'entraînement et le transfert de transporteurs géants C-130, d'équipement médical et de communications ainsi que d'arsenal qui seraient stationnés en permanence en Jordanie.

Le grand «hic» pour le moment est l'objection forcenée d'Israël qui, malgré les consultations préliminaires faites par Washington auprès de Jérusalem, exige maintenant une compensation pour son feu vert. Ce prix de consolation pourrait prendre la forme d'assistance financière plus généreuse de la part de l'Amérique au budget israélien de la Défense, notamment pour la fabrication du nouveau chasseur israélien Lavi.

Escalade des conflits

Côté conflits, la tragédie de Beyrouth coïncide avec une nouvelle escalade de la guerre entre l'Iran et l'Iraq déclenchée dans la nuit du 19 au 20 octobre par Téhéran. Cette dernière offensive, baptisée «Aube 4», a eu lieu au nord de l'Iraq, dans la région extrêmement fragile du Kurdistan où se situent les précieux puits pétroliers de Kirkouk, les seuls à alimenter les maigres exportations irakiennes d'or noir. Malgré les affirmations de Bagdad selon lesquelles l'offensive a été repoussée, il semble que les forces iraniennes aient gagné énormément de terrain et une nouvelle poussée dans ce secteur

risque de mettre en danger les seules sources de devises fortes du pays. Le président du parlement iranien, l'hojjatolislam Hashmi Rafsanjani, n'a pas caché que cette escalade était une réplique à l'accord franco-iraquien sur la livraison de cinq chasseurs Super Étendard équipés de missiles Exocet.

Avec un tel arrière-plan il n'est pas surprenant que le président Reagan ait fait montre de tant de vigueur dans son discours lundi. Non seulement n'exclut-il pas la perspective d'accroître la présence de marines à Beyrouth pour défendre, dit-il, les intérêts américains, mais le seul fait qu'il ait brandi le spectre d'une guerre mondiale s'il y avait escalade au Liban en dit long sur l'état d'esprit qui prévaut en Occident.

Moscou n'a d'ailleurs pas manqué l'occasion de dénoncer la menace d'une consolidation des forces occidentales au Moyen-Orient, taxant cette politique d'agressive et d'aventuriste. Mais la grande crainte de Washington et de Paris est justement de voir leurs troupes s'enliser dans une situation à «la Vietnam» où l'opinion publique domestique gagnerait l'avantage du jeu sur des considérations géo-stratégiques réelles. Après tout, l'homme de la rue oublie facilement que l'Union soviétique voisine toute la région et occupe toujours l'Afghanistan, en plus de disposer de bases ciefs

de chaque côté de la mer Rouge, au Sud Yémen et en Ethiopie.

Mission Shultz

La mission confiée au secrétaire d'État George Shultz de réunir les ministres des Affaires étrangères des quatre pays membres de la force multinationale de paix (France, Italie, Grande-Bretagne et USA) n'avait donc rien à voir avec les nouvelles mesures de sécurité qui devront être prises à Beyrouth. Le but de cette rencontre était de revoir les objectifs de la force, de la doter de plus grandes ressources et de faire le point entre cette force et le reste des dispositifs militaires dans la région. Depuis mardi d'ailleurs, le contingent américain dispose de nouveaux renforts au-delà des 300 marines dépêchés pour remplacer les victimes de dimanche.

Simultanément, Moscou continue sans relâche de réarmer la Syrie. Même s'il est clair que Damas ne pourrait jamais gagner seule une guerre contre Israël, la Syrie peut néanmoins devenir une place forte extrêmement précieuse pour les Soviétiques dans la région. La Syrie recevra sous peu des missiles sol-sol SS-21 qui n'ont jamais été déployés en dehors des pays du Pacte de Varsovie. Ces missiles remplaceront les FROG-7 employés jusqu'ici par l'armée syrienne et auront un rayon d'action deux fois plus grand. En outre, la Syrie a pris livraison de missiles sol-air SAM-5 de haute altitude, en plus de chars d'assaut modernes et de nouveaux systèmes électroniques et de communications.

La double explosion de Beyrouth n'est donc qu'une pointe d'un iceberg géant au Moyen-Orient. Malgré les informations du Pentagone voulant qu'un attentat contre les marines ait été préparé depuis un mois par l'ambassade iranienne à Beyrouth de concert avec Téhéran, il est difficile d'imaginer que la Syrie n'y ait pas trempé. Sans la coopération syrienne, affirme M. Shultz, les auteurs de l'attentat n'auraient jamais pu réussir.

Ce qui est grave dans cet attentat, au-delà des pertes humaines, c'est son effet catalyseur. D'une part, les Américains ont promis qu'ils exerceraient des représailles contre les auteurs et déjà, toute la communauté shiite de Beyrouth (la plus importante secte religieuse du pays) est sur le qui-vive. D'autre part, et c'est probablement ce qui est le plus alarmant pour une force multinationale censée maintenir la paix, d'autres attentats pourraient bien avoir lieu à la suite des représailles américaines.

Une odeur nauséabonde dans la rue? Avant le coup d'État de 1976, on songe aux déchets oubliés. Après on imagine un «cadavre quelconque» en décomposition.

Tel est l'impact de sept ans de dictature sur la jeunesse, raconte une jeune Argentine dans *Clarín*, un quotidien de Buenos Aires.

Qui sont ces moins de 28 ans qui peuvent lire ce genre de témoignage et discuter politique en public pour la première fois en sept ans de régime militaire? Qui sont ces 5 millions de nouveaux électeurs qui prendront part aux élections générales de dimanche, les premières en dix ans?

Il s'agit d'une génération de survivants en quelque sorte qui ont échappé à la mort et à l'exil. Mais il s'agit aussi d'une génération marquée — marquée d'abord et avant tout par le phénomène des «disparitions» qui sont devenues si fréquentes entre 1976 et 1979 qu'on a dû laisser tomber les guillemets.

Ils ont vu leurs aînés brûler un à un les livres qui pouvaient être considérés «subversifs» par le régime. «Je brûlais mes livres, et je pleurais», se souvient Alicia, une enseignante. «On arrachait les pages de nos livres et on les cachait dans nos poches pour ne pas être obligé de se promener dans la rue avec des livres à la main», rappelle Jose, un étudiant d'alors. Et d'ajouter Alicia: «Dire qu'on croyait que ça nous éviterait des ennuis.»

À l'autocensure s'est ajoutée la censure officielle qui a pris la peine d'interdire la version espagnole de «Nègres blancs d'Amérique» de Pierre Vallières. Au cinéma, c'est la même chose. Au nom de valeurs «occidentales et chrétiennes», on a interdit des long-métrages comme «Dernier Tango à Paris» et... «Missing» (dont la projection n'a été que récemment autorisée). À la télévision, encore pire. On n'a pas précisé en ondes pourquoi Adolfo Perez Esquivel, le militant argentin des droits humains, s'est vu décerner le prix Nobel de la paix en 1980.

«Projet national»

La censure, la répression, étaient partie intégrante du «projet de réorganisation nationale» que les militaires mettent en branle à partir de 1976. Voilà l'Argentine transformée en un vaste laboratoire; les Argentins, en 28 millions de cobayes. Au plan économique, on leur administre l'amer monétarisme des «Chicago Boys». Au plan politique, on les soumet à la «doctrine de la sécurité nationale».

Au nom de cette stratégie, les forces armées déclenchent ce qu'ils appelleront la «guerre sale» contre la subversion — une guerre sans quartier qui dégénère en attaque contre tout noyau de résistance au régime militaire. Le bilan est bien connu: 30 000 «disparus», selon les «mères de la Place de mai», ces femmes qui défilent le jeudi, beau temps mauvais temps, devant le Palais présidentiel pour exiger la «réapparition» de leurs fils ou filles disparus.

En raison du silence qui les entoure, les «disparitions» ont été décrites comme une des pires formes de violence politique, s'il est possible d'en établir une hiérarchie. «Les assassinats commis par la guérilla, infiniment condamnables, se trouvent d'une certaine fa-

çon dans le système de valeurs de notre société, avec ses crimes et ses châtements», écrivait récemment le journaliste Luis Gregorich dans la revue *Humor*, un hebdomadaire humoristique et politique.

Même les défenseurs de la junte ont dû critiquer les excès du régime militaire. Encore la semaine dernière, un porte-parole du Département d'État américain condamnait «la violence inhumaine» exercée contre «d'innocentes victimes» pendant la «guerre sale». Comme l'a déjà confié un officier argentin à Emilio Mignone, une des principales figures du mouvement en faveur des droits et libertés, «si nous réunissons cent personnes et que cinq d'entre elles nous intéressent, nous considérons que l'opération a été un succès».

Nos politiques

«Ce qu'il y a de terrible dans ce système est le fait qu'on ait enlevé des gens sans aucune activité politique, des enfants et des vieillards de 80 ans», affirme Graciela Fernandez Meijide, porte-parole de l'Assemblée permanente pour les droits humains. «Ils les prenaient en otage quand ils ne trouvaient pas les personnes qu'ils voulaient.»

Mme Fernandez Meijide, qui a déjà vécu en exil à Montréal, explique que les organisations vouées à la défense des droits et libertés ne s'intéressent pas à l'activité politique des «disparus» et des prisonniers politiques. «Tout ce que nous demandons est que des accusations soient portées contre ceux qu'on soupçonne (d'activités illégales) et qu'ils aient la possibilité de se défendre», souligne Mme Fernandez Meijide, dont le fils de 17 ans a été enlevé de chez lui en pleine nuit.

La question des droits de la personne s'est imposée comme un des principaux thèmes de la campagne électorale. Un candidat à la Chambre des députés, le démoc-



Michel Arseneault



Les fantômes qui hantent le printemps de Buenos Aires

crate-chrétien Augusto Conte, en a même fait le thème unique de son programme. Mais les formations politiques les plus importantes, le Parti péroniste (justicialiste) et le Parti radical (Union civique radicale), ont adopté des positions assez ambiguës à ce chapitre.

De fait, les partis politiques ne savent pas très bien que faire avec «ces vieilles qui dérangent». Il est clair que plusieurs d'entre eux préfèrent tout oublier, au nom de la «reconstruction de l'unité nationale», au nom de la démocratie (c'est-à-dire du maintien de bonnes relations avec les forces armées).

Ces dernières ont adopté le mois dernier une loi d'amnistie qui reconnaît que «se sont des produits des faits incompatibles... avec la dignité de l'homme» pendant la lutte contre «la subversion terroriste». Les militaires passaient aux aveux et s'exonéraient de tout blâme, ce qui a eu l'effet d'une bombe. La «loi de l'oubli», comme on l'a surnommée, est «immorale», soutiennent les défenseurs des droits humains.

L'amnistie

Malgré cela, certains dirigeants politiques de la plus haute importance ont bien accueilli la loi d'amnistie. C'est le cas du candidat présidentiel du Parti péroniste, Italo Argentino Luder, qui a fait allusion à son «irréversibilité» avant d'adopter une position plus critique face aux pressions, tant dans l'opinion publique qu'au sein de son propre parti.

Son principal adversaire, Paul Alfonsín, le candidat présidentiel du Parti radical, a été plus ferme dans son opposition à la loi en question. Mais M. Alfonsín songe lui aussi à la «réconciliation» quand il fait taire des dizaines de milliers de personnes qui, lors de rassemblements politiques, scandent le slogan, «les militaires à l'échafaud».

La hiérarchie de l'Église catholique, parmi les plus conservatrices d'Amérique latine, s'est, elle, prononcée carrément en faveur de la «réconciliation», nonobstant le fait qu'on ait assassiné en Argentine un évêque, cinq prêtres et séminaristes, et deux religieuses au cours des dernières années.

Il est clair que les autorités, qu'elles soient politiques, religieuses ou syndicales, ne vont pas se transformer en fer de lance du mouvement social en faveur des droits humains. La raison en est fort simple. Les autorités d'aujourd'hui sont essentiellement les mêmes d'avant le putsch de 1976.

Critiques et auto-critiques sont à l'ordre du jour. M. Alfonsín, le dirigeant radical, répète: «Il faut reconnaître que nous (les politiciens) n'avons pas su défendre la démocratie et que nous avons souvent frappé à la porte des militaires.» Certains accusent la hiérarchie catholique de «complicité» avec les militaires parce qu'elle n'a pas adopté une position ferme face à la persécution de certains secteurs de l'Église. Et presque tout le monde condamne le plus important des dirigeants syndicaux, Lorenzo Miguel, de la très péroniste CGT (Centrale générale des travailleurs), qui est accusé d'être à la tête de ce qui est, ni plus ni moins, un escadron de la mort lié à la droite du Parti péroniste.

Ce que personne n'ose avouer publiquement — et ce n'est pas seulement parce que le vocabulaire argentin a lui aussi été transformé par sept ans de dictature — c'est que plusieurs espéraient dans le fond que les militaires réussissent à vaincre «la gauche».

C'était avant que les militaires essayent de liquider «la gauche» au sens large, au sens très large.

Les mères

«L'avant-garde» de ce mouvement sont les «mères de la Place de mai» qui vont continuer, peu importe le changement de gouver-

nement, d'exiger que réapparaissent les «disparus». Plusieurs parmi elles savent que la plupart des «disparus» se trouvent aujourd'hui enterrés dans des fosses communes, des cimetières clandestins. Mais les «mères», comme on les appelle ici, craignent que les militaires détiennent des «disparus» en si mauvais état que les forces armées se refusent à les libérer.

Et quand le prochain gouvernement civil leur dira qu'il n'y a pas dans les prisons d'Argentine de survivants aux «disparitions», il ne leur restera plus qu'à exiger que justice soit faite (et non pas à rentrer chez eux, comme certains l'ont déjà cru ou espérer).

Concrètement, il s'agit d'exiger l'établissement d'une commission spéciale (du Sénat et de la Chambre des députés) qui fasse enquête, cas par cas, sur les personnes disparues, et éventuellement exiger que les coupables soient condamnés pour «crime contre l'humanité».

Cas par cas? «Les forces armées ont toute la documentation nécessaire», affirme Emilio Mignone, le directeur du centre d'études légales et sociales.

Les coupables? Quels coupables? On considère que les délits ont été commis par l'ensemble des forces de sécurité. C'est ce qui oblige les défenseurs des droits humains à distinguer entre ceux qui ont donné les ordres, ceux qui ont obéi aux ordres, et ceux qui y ont obéi excessivement, c'est-à-dire les tortionnaires.

Jusqu'où pourra-t-on aller? «Les gens ont maintenant le courage de s'indigner en public», explique Mme Fernandez Meijide. «Tout va dépendre de la vigueur avec laquelle les gens exigeront que justice soit faite.»

Et les relations avec les militaires? Un nouveau coup d'État serait-il à prévoir? «Je ne vais pas hypothéquer la vie du pays pour avoir devant moi les types qui sont responsables de la disparition et de la mort de mon fils», affirme Mme Fernandez Meijide.

Il est loin d'être acquis que les forces armées se plient de bonne grâce à la justice. Le commandant en chef de l'armée, le général Cristino Nicolaidis, a déjà déclaré que «l'adversaire que nous avons défait militairement», c'est-à-dire «la subversion», a infiltré les organisations des droits humains. L'ex-président d'Argentine, le général Jorge Videla, a demandé que soit jugé par un tribunal militaire un autre ex-président d'Argentine, le général Lanusse, parce que ce dernier a maintenu que le gouvernement Videla avait été... «néfaste». La résistance de la part des militaires sera de toute évidence très grande.

Au-delà de la justice, le grand défi du prochain gouvernement civil est de tenter d'établir de nouvelles relations entre civils et militaires, que les civils cessent d'être les «civilachos», selon l'expression péjorative des militaires.

Mais en ce moment, l'Argentin moyen préfère penser au printemps et profiter des percées de soleil et de liberté. Dans les cafés, dans la rue, partout on discute politique. Les cinémas présentent des films longtemps interdits. Le théâtre, la musique, la danse, connaissent un essor sans précédent. L'atmosphère est à l'optimisme, même s'il s'agit d'un optimisme prudent.

La presse française de droite est déchaînée



Jean-François Lisée



Une à une, inexorablement, les socialo-marxistes s'en prennent à toutes les libertés: à la liberté d'aller et venir, tous transports nationalisés, en douceur; à la liberté du savoir, de la recherche et de la pensée, toutes franchises universitaires abolies; à la liberté d'entreprendre, tuée par les contraintes pesant sur les entreprises en attendant que l'État récupère toutes celles qu'il aura mises en difficulté; à la liberté de se faire soigner par le médecin de son choix et d'obtenir justice avec l'aide de juristes dignes de ce nom; à la liberté de l'information par médias domestiqués; etc.

De quel pays est-il question? Pologne, Chine, Cuba? Non. Le pays que l'auteur décrit, c'est la France. Les «socialo-marxistes», coupables d'abolir une à une les libertés ont pour nom François Mitterrand, Pierre Mauroy et leurs ministres, dont quatre communistes.

La citation n'est pas tirée d'un tract d'extrême droite. Elle a été cueillie le 13 juin dernier en première page d'un grand journal français, aux innombrables titres de noblesse, *Le Figaro*.

La presse française de droite, depuis l'élection, le 10 mai 81, d'un président de gauche, a dû se mettre à un exercice qui lui était inhabituel. Depuis près d'un quart de siècle, les hommes de droite se succédaient à la tête de l'État et la presse conservatrice jouait son rôle de soutien modéré mais efficace.

Quand la France bascule, en mai 81, quand «l'alternance» joue pour la première fois depuis que les institutions de la Cinquième République ont été concoctées par de Gaulle à l'aube des années soixante, la presse «de la majorité» se voit propulsée dans l'opposition.

Surprise, hébétée même par l'ampleur de la victoire de la gauche, elle va rapidement adopter une ligne dure, de dénonciation systématique. Il n'y aura pas de lune de miel. «Je dirais que le 11 mai 81, (lendemain de l'élection présidentielle), *Le Figaro* était dans l'opposition», affirme Jean

d'Ormesson, membre de l'Académie française, mais surtout éditorialiste et, jusqu'en 1976, directeur du *Figaro*.

L'opposition paroxystique

Désordre, pagaille, fouillis, fatras, le grand dictionnaire des synonymes est impuissant à décrire l'état du bureau de Jean d'Ormesson. Des dizaines de lettres — ouvertes ou pas — recouvrent chaque centimètre carré de sa table de travail. Par terre, des journaux et des livres s'entassent pêle-mêle et il semble miraculeux que deux chaises échappent au désordre.

«Vous déménagez?»
«Pas du tout, c'est toujours comme ça.»

Jean d'Ormesson n'est pas le plus virulent des éditorialistes de droite. «Je crois que la presse d'opposition ne doit pas cacher les succès éventuels d'un gouvernement», explique-t-il. «J'aurais préféré que *Le Figaro* soit l'équivalent, dans l'opposition, du *Monde*. C'est-à-dire un peu plus hypocrite, mais tout aussi convaincu.»

Mais la réalité est toute autre, et il affirme que «*Le Figaro*, qui n'est pas l'organe d'un parti, est devenu l'organe de l'opposition. En ce sens, il est peut-être — et c'est peut-être une erreur — plus proche de *L'Humanité* (quotidien du Parti communiste) que d'un journal d'information.»

Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un oeil sur les manchettes du grand quotidien conservateur, pendant une semaine normale, du mercredi 17 au mercredi 24 août.

Le 17: «**Le cri d'alarme des entreprises**», avec, plus bas, «**Le président et ses ministres communistes, comment s'en débarrasser.**»

Le 18: «**Plan de rigueur, impôts: résidences de loisirs, la fin d'un rêve.**»

Le 21: «**Le socialisme contre l'audiovisuel.**»

Le 22: «**Droits de successions plus lourds.**»

Le 23: «**1984: l'année noire des contribuables.**»

Le 24: «**La France s'enlise dans l'endettement.**»

Une semaine normale? Pas vraiment. C'est la semaine où les chiffres du chômage, de l'inflation et du déficit du commerce extérieur étaient une fois en nette amélioration.

Pour Jean d'Ormesson, la presse d'opposition «n'a pas avantage à être constamment paroxystique, à mettre des titres trop forts. On ne sait pas jusqu'où on pourrait aller lorsqu'il se passera vraiment quelque chose.»

Il n'est certes pas d'accord avec un de ses collègues qui écrivait récemment que le gouvernement de gauche suit un «cheminement lent mais sûr qui conduit ce pays (la France) sur les voies de l'Albanie». Mais il estime que la situation n'en est pas moins grave: «On peut se dire qu'après trois dévaluations, et peut-être à l'aube de la quatrième, avec une monnaie très menacée, avec un endettement tout de même prodigieux (...) tout ça donne une espèce de caractère d'urgence où on peut se demander légitimement si on peut être encore tout à fait impartial et regarder du balcon les événements qui passent.»

Et il renvoie la balle, en rappelant que l'actuel président, hier dans l'opposition, n'hésite pas à être «extraordinairement violent». «Il accusait de Gaulle de dictature, il a écrit un livre qui s'appelle «**Le Coup d'État permanent**», il disait qu'il ne serait d'accord avec le gouvernement que sur des évidences», affirme d'Ormesson.

La surenchère

La course aux lecteurs a sa part de responsabilité dans la radicalisation des journaux de droite. Au lendemain du 10 mai, le *Quotidien de Paris*, un journal qui ne faisait pourtant pas de cadeaux à l'ex-président Giscard d'Estaing, s'est lancé dans une incroyable campagne contre le gouvernement.

Une nouvelle présentation, des manchettes choc (comme titre «**La saloperie**» pour décrire la déclaration d'un parlementaire de gauche qui accusait d'ex-ministres de droite de conflits d'intérêts), une tapageuse campagne de publicité faisait quadrupler les ventes de ce

petit tabloid. Les chiffres ne sont pas disponibles pour toute la France, mais pour la région parisienne, *Le Quotidien* passait de 7 000 exemplaires avant mai à 22 000 quelques mois plus tard. Son tirage a depuis trouvé un rythme de croisière à 17 000.

Son opposition au nouveau pouvoir était telle qu'on racontait à l'époque la blague suivante: «François Mitterrand réunit ses conseillers au Bois de Boulogne. Il leur dit: «Je vais marcher sur le lac» et, en effet, il marche sur les eaux. Le lendemain, *Le Quotidien* titre: «Mitterrand ne sait même pas nager.» Mais *Le Quotidien de Paris*, conscient de ses excès, publie lui-même cette blague.

C'est au *Figaro* que le *Quotidien* vole des lecteurs. La surenchère est lancée dans la dénonciation de la gauche et un climat intransigeant s'installe. Avec la création du *Figaro Magazine*, extrêmement bien fait mais encore plus à droite que le journal lui-même, *Le Figaro* réussit à raffermir sa position. Il gagne quelques lecteurs, passant de 311 000 en 80 à 336 000 en 81 et 344 000 en 82. Et ce au moment où *Le Monde*, par exemple, perdait 40 000 lecteurs (439 000 en 81, 400 000 en 82).

Un ton haineux

Pas le moindre bout de papier ne vient perturber le vide — presque troublant chez un journaliste — du bureau de Claude Angeli, rédacteur en chef adjoint de l'impertinent hebdomadaire *Le Canard enchaîné*.

Depuis 68 ans, *Le Canard* traque le scoop, mais aussi la bourde, le scandale, le pot-de-vin et la bêtise occasionnelle de la classe politique française, à gauche, à droite ou ailleurs. Depuis deux ans, les belles citations des quotidiens de droite trouvent toujours une place d'honneur dans *Le Canard*, qui n'en finit pas de s'étonner.

En voici deux, des meilleures: «Une formidable manoeuvre d'intoxication conduite par le pouvoir et orchestrée par les médias sous son contrôle, tente de persuader les Français que la guerre civile

est imminente» (*Figaro* du 17 mai): «En deux ans, ce régime a tout raté. Mais il a remporté un immense succès: l'asservissement de l'information. Sous le contrôle d'un porte-parole officiel, commissaire politique à la propagande, M. Max Gallo, l'audiovisuel s'aligne sur une mini-Pravda.» (*Figaro* du 9 mai).

Claude Angeli souligne que la gauche, lorsqu'elle était dans l'opposition, n'était pas beaucoup plus tendre envers le pouvoir. «La gauche, quand elle critique la droite, elle peut parfois truquer, elle est peut-être injuste, excessive. C'est le jeu politique, les gens ne le font pas toujours avec le goût de la nuance et le souci de l'information. Mais ce que je trouve particulièrement à la droite — mais ça c'est une opinion personnelle — c'est ce ton haineux.»

«Ce n'est pas le refus de l'alternance parce que l'alternance, elle est là et elle est acceptée. Mais ça leur semble tout à fait inconcevable (que la gauche soit au pouvoir). Pour eux, la droite est faite pour gouverner.»

Angeli retrouve d'abord ce «ton haineux» dans la campagne menée par les quotidiens de droite contre le Garde des Sceaux (ministre de la Justice) Robert Badinter au sujet de l'insécurité.

«On n'a jamais eu des prisons aussi pleines en France et on nous dit que les juges sont laxistes. Les juges sont en majorité de droite, mais on nous dit qu'ils sont laxistes.»

Au mépris de tous les chiffres, les quotidiens de droite accusent Badinter de libérer les prisonniers, de favoriser la criminalité. C'est ainsi qu'on a pu lire dans *Le Figaro* du 8 août, ce commentaire qui nous servira de conclusion: «Le massacre d'Avignon (où six personnes ont été froidement abattues par des récidivistes), dans son horreur, n'était pas entièrement imprévisible. L'implacable montée de la violence et tous les signes de sa banalisation obligeaient à craindre un fait divers monstrueux, chargé de sang et de cruauté.»

PACIFISME

500 000 manifestants dans les rues de Bonn



Vera Murray



Il est clair que les critères que nous utilisons pour juger les manifestations dans d'autres pays ne valent pas pour l'Allemagne. Le journaliste qui arrive à Bonn pour l'« automne chaud » pacifiste s'en rend compte, dès qu'il prend au bureau de presse de la ville un dépliant destiné aux manifestants: « Chers messieurs et mesdames. Vous arrivez dans la capitale fédérale pour faire valoir votre droit de manifester... Vous devrez vous conformer à un certain nombre de règles d'organisation et malheureusement, vous n'aurez pas l'occasion de visiter la ville. » Le dépliant prie les manifestants de laisser la capitale propre et les invite à y revenir comme touriste.

Mais c'est surtout l'atmosphère des manifestations elles-mêmes qui désarçonne. Depuis 1980, Berlin et le nord de l'Allemagne ont connu quelques affrontements violents entre la police et les groupuscules de pacifistes « autonomistes », mais dans la majorité des cas, le mouvement pacifiste a réussi à observer une stricte politique de nonviolence. À Bonn, déjà connu pour sa police plus « civilisée », l'attitude réciproque des pacifistes et des forces de l'ordre ressemblait pendant toute la semaine à une danse rituelle.

Le vendredi 21 octobre, par exemple, les manifestants bloquent les six entrées du complexe du ministère de la Défense, construit sur une éminence des environs immédiats de la capitale. Forts de l'expérience de leurs collègues de Cologne — qui sont arrivés à 5 heures du matin jeudi, pour bloquer les entrées du quartier général de l'armée et qui découvrent tous les employés déjà à leurs bureaux — les pacifistes de Bonn s'installent devant les entrées du ministère de la Défense dès 3 heures du matin. Mais la police a pris les devants: il y a au moins autant de policiers, jeunes, en uniforme de combat vert, que de manifestants, à l'entrée no 2, c'est pendant plus d'une heure l'atmosphère de « Love and Peace ». Des manifestants, assis en petits groupes autour des bougies

partagent le pain et les biscuits « écologiques », et les chansons — religieuses, féministes ou tout simplement pacifistes, selon les affinités du groupe.

De temps en temps, quelqu'un lance une plaisanterie aux policiers qui rétorquent, souriants, détendus. Lorsqu'à cinq heures, on découvre soudain que les employés du ministère commencent à entrer par une petite route protégée par la police, les manifestants votent pour bloquer l'autoroute longeant le complexe. Aussitôt qu'une rangée s'installe à travers la route, les policiers arrivent pour les déplacer. Ils s'acquittent de leur tâche sans agressivité et les manifestants n'opposent aucune résistance à leur évacuation. Il faut dire que des unités spéciales de la police ont passé plusieurs semaines à « étudier » le mouvement pacifiste et à apprendre comment soulever les manifestants avec un minimum de force. Tout geste de violence, les deux côtés le savent bien, aurait des répercussions dans l'opinion publique.

Forte opposition

Des Allemands hostiles à l'installation de nouvelles armes de l'OTAN, on en trouve maintenant beaucoup même dans le Parti démocrate-chrétien (CDU). Selon un sondage réalisé en septembre, 49 p. cent des électeurs du CDU et 72 p. cent de tous les Allemands s'opposent aux missiles. Mais seul 2 p. cent pensent que les manifestations vont changer quelque chose.

Les jeunes continuent manifestement à croire à la valeur symbolique des assemblées de masse. Ils y participent en tout cas avec une détermination surprenante.

À Bonn, le samedi 22 octobre, des milliers de personnes forment dès le petit matin une « chaîne humaine » de 15 km entre les ambassades de l'URSS et des États-Unis et autour du quartier des ministères. Puis, après être restés debout pendant des heures, ils rejoignent l'incroyable kermesse du Hofgarten où se déroulera la manifestation principale.

C'est le jour J du pacifisme allemand. Entre six heures du matin et

deux heures de l'après-midi, 500 autobus et 50 trains spéciaux déversent à Bonn plus d'un demi-million de manifestants qui se rassemblent tous, sans le moindre incident — et sans même créer un embouteillage, dans l'immense parc avoisinant l'Université de Bonn.

Sur chaque poitrine, un petit badge: « Pershing nein », sur fond jaune. Au-dessus des têtes, une mer de ballons colorés et de banderoles. Pendant plus de six heures, cette impressionnante foule restera sagement debout devant le podium sur lequel monteront au moins une quinzaine d'orateurs: Heinrich Boll, prix Nobel de littérature, un pasteur est-allemand, un ministre nicaraguayen, la féministe Sybille Plogstedt, Gene La Roque, amiral américain à la retraite et Petra Kelly, la vedette du Parti des

Verts. Et, bien sûr, l'ex-chancelier Willy Brandt dont la participation a demandé de longues négociations avec le comité organisateur et qui apportera pour la première fois au mouvement pacifiste l'appui officiel du Parti social-démocrate, SPD.

À part la discipline, ce qui surprend le plus dans la foule, c'est l'absence de références politiques. Quelques pancartes du SPD, une pancarte du CDU et plusieurs dizaines de symboles des Verts. Quelques rares drapeaux rouges des organisations d'extrême-gauche. Les autres slogans sont tout simplement « pacifistes »: « Après l'armement arrive la mort », « Il existe beaucoup de manières de tuer un homme », « L'armement atomique équivaut à l'athéisme » ou « Les Pershing sont à la paix ce qu'un Schnaps est à la lutte contre

l'alcoolisme ». Un grand nombre de jeunes filles, déguisées en victimes de guerre nucléaire, portent des pancartes du type « Je voulais justement avoir un enfant ».

La foule attend surtout le discours de Willy Brandt. Lorsqu'il monte à la tribune vers 5 heures, une partie de la foule reste silencieuse, une autre applaudit. Un groupe se met à siffler et déroule une énorme banderole sur laquelle on peut lire « espèce d'hypocrite ». Une deuxième pancarte jaillit ailleurs: « Willy, ta gueule! »

La phrase clé tombe au tout début: « Ce qu'il nous faut aujourd'hui en Allemagne et en Europe, ce n'est pas plus de moyens de destruction de masse, mais moins. » Non aux fusées donc, mais tant que la politique des blocs dure, oui à l'OTAN.

La « passionaria » des Verts, Petra Kelly, n'apprécie guère le courage politique du président du SPD. Pâle, visiblement mécontente, elle adopte un ton missionnaire: « Ce n'est pas moins d'armes, mais pas d'armes du tout. Nous n'en serions pas là si le SPD, lorsqu'il était au pouvoir, avait mené une autre politique... »

Un peu plus tard, tandis que la foule, bougies ou briquets à la main, écoute « We Shall Overcome », chanté par Arlo Guthrie, une conférence de presse a lieu dans une tente avoisinante. Les étincelles volent entre Willy Brandt et Petra Kelly qui ne semble guère apprécier la conversion des social-démocrates au pacifisme.

Au prix d'un effort inouï, les Verts avaient soulevé un véritable mouvement de masse. Peut-être est-il sur le point d'être récupéré par le SPD... Et de toute façon, quoi qu'il arrive, en dépit de la volonté populaire, le Bundestag votera le 21 novembre prochain pour le déploiement des euromissiles. □



Willy Brandt s'adressant aux pacifistes allemands la semaine dernière à Bonn.

Le Mouvement va-t-il défier le parlement?



Albert Juneau



Le Mouvement pacifiste ouest-allemand a non seulement obtenu un grand succès en fin de semaine dernière en rassemblant environ un million de personnes, il a aussi, et surtout, remporté une grande victoire: ses adversaires le reconnaissent désormais comme une force importante sur l'échiquier politique. Ce temps des sacarsmes et des moqueries semble révolu: on en parle maintenant avec respect.

Dans son édition de lundi, le grand quotidien «Sueddeutsche-Zeitung» de Munich, pourtant conservateur et favorable à l'implantation des euromissiles américains, lançait un avertissement au gouvernement de Bonn: «Ce 22 octobre (samedi dernier) laissera des traces en République fédérale d'Allemagne. Il marque un point tournant dans l'histoire du mouvement pacifiste. Celui-ci va montrer, ajoute le quotidien, qu'il a une grande chance de devenir un facteur politique majeur.»

74% contre

Parti d'un noyau restreint autour notamment des Verts, des alternatifs et de militants communistes, le mouvement pacifiste n'a cessé d'étendre son audience à des groupes divers, allant des jeunes catholiques jusqu'aux organisations syndicales. En fait, il s'est considérablement ouvert tout en décentralisant largement ses opérations. La semaine qui a précédé la grande manifestation a été justement marquée par une multitude de manifestations à travers toute la RFA. On a pu constater jusqu'à quel point il pénètre désormais des milieux jadis fermés aux pacifistes.

Les sondages en témoignent. Le dernier en liste effectué par l'Institut scientifique Nowack et Seerge à Munich, confirme les tendances observées précédemment. Trois Allemands sur quatre (74% exactement) sont d'avis, qu'advenant un désaccord à la mi-novembre entre Américains et Soviétiques, les négociations sur les euromissiles devraient être suivies et les Pershing II ne devraient pas être stationnés en RFA. Même les

militants du Parti chrétien-démocrate (parti au pouvoir de M. Kohl), s'opposent dans une proportion de 61 p. cent aux Pershing II.

Mais cette poussée du pacifisme a pris ces derniers mois une dimension nouvelle. Le Parti social-démocrate (SPD) fait maintenant campagne contre l'implantation des Pershing II en sol allemand. Ce revirement constitue un événement décisif si on se rappelle que ce sont les social-démocrates de l'ancien chancelier Helmut Schmidt qui avaient, en 1979, soulevé cette question des euromissiles et proposé des négociations américano-soviétiques et des mesures de réarmement si les pourparlers devaient échouer. Aujourd'hui, les négociations se dirigent vers une impasse, mais le SPD rejette l'implantation des euromissiles américains, car il prétend que les dernières propositions soviétiques constituent une base satisfaisante de contrecoup.

L'Allemagne divisée

Le SPD ne dit pas seulement non aux nouvelles armes américaines, il s'est aussi associé au mouvement pacifiste, du moins aux manifestations de la semaine dernière. L'événement principal fut, bien sûr, le discours que prononça M. Willy Brandt, le président du SPD, lors de la grande assemblée à Bonn. La nouvelle politique du SPD a pour effet de rapprocher le mouvement pacifiste des organismes établis et d'accroître sa crédibilité.

Mais du même coup, l'Allemagne se retrouve profondément divisée. Il y a un divorce de plus en plus marqué entre la majorité politique et légitime qui siège au parlement, et une autre majorité, celle de l'opinion publique. En outre, l'opposition parlementaire (social-démocrates et Verts) manifeste ouvertement son désaccord dans la rue. Cette situation risque d'aboutir à un blocage des institutions. D'autant plus que les pacifistes sont résolus à poursuivre la lutte et à défier le parlement. D'ores et déjà, la désobéissance civile est clairement évoquée. Les grands magazines, Spiegel et

Stern, qui n'ont pas caché jusqu'à maintenant leur opposition au réarmement, font revivre les grandes figures légendaires du pacifisme moderne (Ghandi, Martin Luther King) et anticipent déjà le dénouement tragique du drame.

Comment l'Allemagne peut-elle sortir de l'impasse? Si, comme plusieurs le prévoient, les négociations de Genève échouent, les premiers Pershing II débarqueront en RFA dès le 22 novembre prochain. Les Américains semblent tous convaincus que les Soviétiques ne feront, comme ils le répètent depuis longtemps, aucune concession véritable, tant que l'OTAN n'aura commencé le déploiement des euromissiles. D'ici la fin de 1983, 41 euromissiles devront être implantés dans trois pays: la Grande-Bretagne, l'Italie et la RFA. Ces quelques fusées ne constituent pas une menace réelle pour les Soviétiques. Elles sont encore trop peu nombreuses pour les inquiéter.

Négocier sur la place publique

Selon le calendrier de l'OTAN, le déploiement des Pershing II en RFA (108 au total), devra être terminé au début de 1985. Or, ces fameux Pershing II accordent un avantage précieux aux États-Unis, car ils peuvent neutraliser une partie des fusées intercontinentales soviétiques, en raison de leur proximité de l'URSS.

On comprend l'insistance de certains dirigeants américains à vouloir mettre en place un nombre suffisant et significatif de ces engins. L'opposition des pacifistes peut-elle retarder ou réduire le programme d'implantation? Tout dépend de leur capacité de durée. Les Américains et les chrétiens-démocrates de la RFA comptent sans doute sur l'essoufflement du mouvement de résistance pour ne pas être contraints de négocier sur la place publique.

De leur côté, les Soviétiques n'ont pas l'intention de se laisser intimider par le réarmement de l'OTAN. Mais ils réagiront prudemment, comme le montrent les premières mesures annoncées en dé-

but de semaine: modernisation (déjà amorcée) de fusées à courte portée en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie.

En somme, l'issue de l'impasse actuelle dépendra largement de l'évolution des relations américano-allemandes et de la vitalité du mouvement pacifiste. Les Américains peuvent-ils forcer la main aux Européens? Cette perspective ne peut être écartée.

Les Européens ne comptent plus les situations où ils ont été mis devant le fait accompli, après que Washington eut pris des décisions sans consultations. Sans compter les déclarations malheureuses, comme celle du président Reagan sur la possibilité d'une «guerre nucléaire limitée» en Europe.

M. Seweryn Hinler, qui a succédé à M. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter à la chaire de sciences politiques de l'Université Columbia, déclarait récemment lors d'une entrevue: «Je ne connais aucun gouvernement américain qui, en politique extérieure, fut si peu professionnel que le présent gouvernement.» Il est connu que le président Reagan préfère s'entourer d'hommes politiques plutôt que d'experts. Mais les campagnes électorales portent à la prudence. Il est probable que les Américains manoeuvreront avec réserve, jusqu'aux élections présidentielles prévues à l'automne 1984.

Pour les pacifistes, le plus difficile reste à faire, c'est-à-dire forcer le gouvernement de Bonn à dire non aux euromissiles. La tâche sera d'autant plus ardue que l'unité reste fragile. Le Mouvement est de plus en plus diversifié et politisé. Une dispute entre Willy Brandt et Petra Kelly du Parti des Verts, comme le signale Vera Murray ci-contre, a éclaté samedi dernier après la grande manifestation de Bonn. Les Verts se prétendent les véritables animateurs du pacifisme. Ils redoutent que le SPD récupère le mouvement.

Bref, rien de très paisible dans cette Allemagne qui cherche à nouveau son destin.

plus

éditeur
Jean Sisto

éditeur adjoint
Réal Pelletier

secrétaire de rédaction
Manon Chevalier

collaborateurs
au Québec

Françoise Côté
Gil Courtemanche
Antoine Désilets
Jean-François Doré
Claire Dutrisac
Jacques Duval
Guy Fournier
Louis Fournier
Pierre Godin
Serge Grenier
Jean Hébert
Dr Gifford Jones
Dr Louise Laliberté
Gérard Lambert
Yves Leclerc
Marie Lessard
Mario Masson
Pol Martin
André Robert
René Viau

Toronto Patricia Dumas
Calgary Diane Hill
Vancouver Daniel Raunet
New York Robert-Guy Scully
Miami Ron Laytner
Mexico Pierre Saint-Germain
Paris Jean-François Lisée
Rome Jean Lapierre
Chypre Robert Pouliot
Vienne Albert Juneau
Tokyo Huguette Laprise
Taiwan Jules Nadeau

PLUS publie également des reportages exclusifs obtenus de l'Agence France-Presse et l'agence Inter Presse Service.

publicité

générale: Probec5 Ltée
Tél.: Montréal 285-7306
Toronto (416) 967-1814
de détail: La Presse, Ltée
Tél.: (514) 285-6874

Le magazine PLUS est publié par Hebdobec Inc., C.P. 550 Succursale Place d'Armes Montréal H2Y 3H3, monté et imprimé par LA PRESSE, Ltée. Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction réservés.

président du conseil
d'administration
Roger D. Landry

directeur général
Jean Sisto

responsable des
cahiers spéciaux
Manon Chevalier
secrétariat
Manon Beaulieu

Tél.: (514) 285-7319

SCIENCE ET LOISIRS

À quand la banque à domicile?

Dis maman, pourquoi il pleut?

(Le cycle de l'eau)

Les phénomènes reliés à la formation des nuages, à la pluie, à l'évaporation et à la condensation sont basés sur un cycle naturel dont le rôle est primordial pour assurer le maintien de la vie sur Terre: le cycle de l'eau. Le dessin de la fig. 1 illustre très bien ce phénomène. L'expérience suivante vous aidera à mieux comprendre toutes les étapes du cycle de l'eau.

La vapeur qui monte de l'eau chaude se condensera sur la surface fraîche du bol et retombera en gouttelettes dans le verre. Pouvez-vous nommer les deux phénomènes physiques qui ont eu lieu sous vos yeux?

Il s'agit de l'évaporation et de la condensation. Ces deux phénomènes reconstituent perpétuellement le cycle de l'eau tel qu'il existe dans la nature.

a Matériel

- Un verre
- Un bol à céréales (ou autre bol de même dimension)
- Un plateau en métal d'environ 30 cm X 50 cm (tôle à biscuits par exemple)
- Quelques livres ou morceaux de bois (pour servir de support)
- Des cubes de glace
- Une bouilloire
- Une plante verte

b Le cycle de l'eau

Chauffez un peu d'eau jusqu'à ce qu'elle soit sur le point de bouillir. Versez l'eau dans un verre que vous ferez tourner en l'inclinant de façon à en humecter les parois entièrement (fig. 2a). Versez ensuite de l'eau très froide dans un bol à céréales et posez-le sur le verre, comme le montre la figure 2b. Mettez au besoin quelques glaçons dans le bol.

c Le cycle de la pluie

Connaissant maintenant le cycle de l'eau, nous pouvons reproduire en «laboratoire» le cycle de la pluie.

Posez sur une table une plante verte dont les feuilles ont besoin d'être rafraichies.

À 35 ou 40 cm au-dessus de cette plante, installez un plateau de métal monté sur un support improvisé avec des livres ou des morceaux de bois. La figure 3 nous donne un aperçu de ce montage, sans le support.

Remplissez ce plateau de cubes de glace, puis placez une bouilloire contenant de l'eau bouillante près du plateau, de façon à ce que la vapeur passe sous les cubes de glace.

Notez vos observations.

Pouvez-vous, maintenant, répondre aux questions suivantes:

- en quoi se transforme l'eau que contient la bouilloire?
- que représente le plateau de glace?
- que devient l'humidité qui existe sous le plateau?

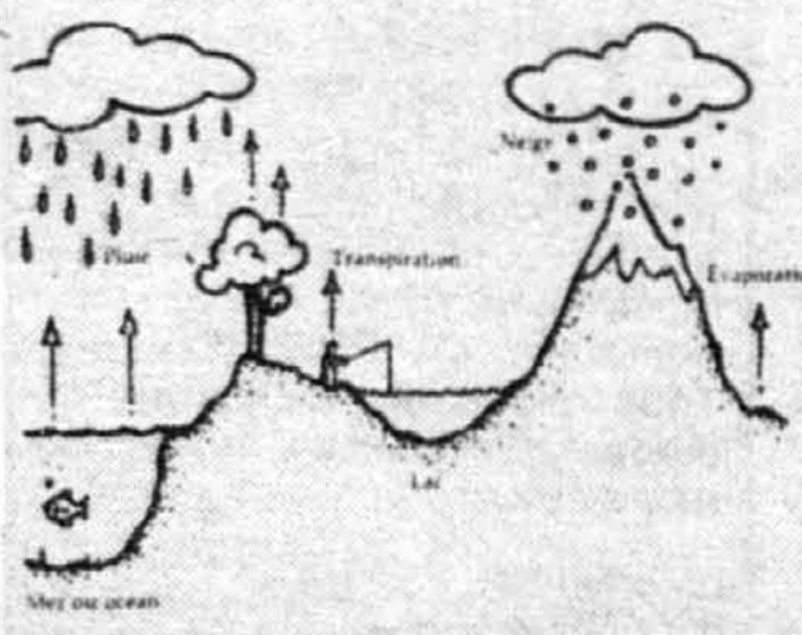


Figure 1

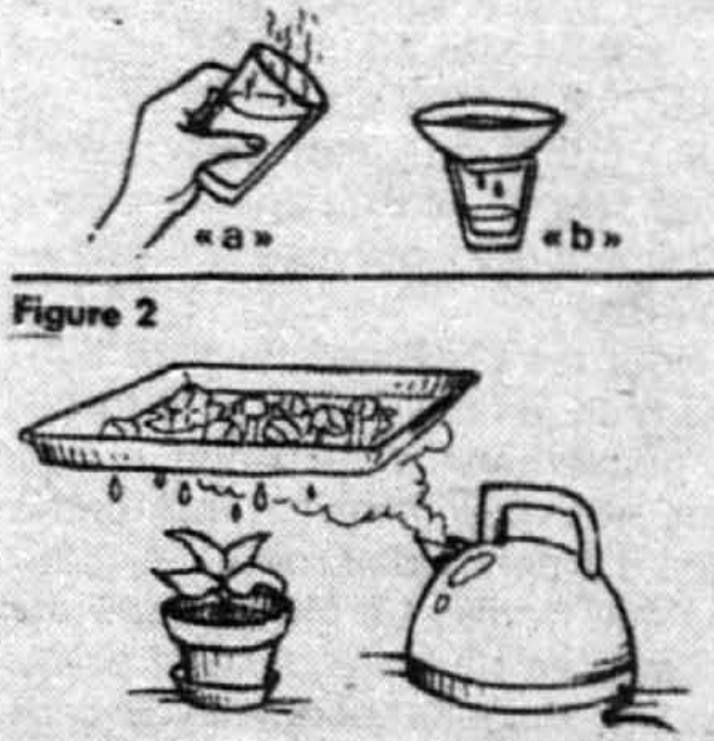


Figure 2



Figure 3

Si vous avez des commentaires ou des suggestions à nous faire parvenir, ou si vous rencontrez des difficultés, écrivez-nous à l'adresse suivante: Technica Ltée, C.P. 337, Succursale de Lorimier, Montréal (Québec), Canada H2H 2N7.

Les lettres qui demandent une réponse devront être accompagnées d'une enveloppe adressée et affranchie.

Les expériences contenues dans cette chronique sont tirées et adaptées de deux recueils d'activités scientifiques: «Au bout de la science» et «Comme l'oeuf de Christophe Colomb», édités par Technica Ltée. (c. 1982 et 1983). Coordination: Pierre Brissette et Santo Tringali.



Yves Leclerc

DEMAIN
L'AN 2000

Un des derniers domaines sans doute où on pouvait s'attendre à voir se répandre des services à domicile complets est celui des institutions bancaires. C'était bon pour le poulet barbecue, la pizza, l'épicier du coin, à la limite pour les grands magasins. Mais les banques?

Pourtant, avec l'apparition de deux nouveaux venus dans l'arsenal des communications de masse, les services bancaires risquent fort d'être parmi les premiers à quitter leurs guichets et comptoirs spécialisés pour s'installer dans les maisons de tous et chacun.

Après tout, ils sont déjà sortis de la banque elle-même pour s'installer au-dehors sous forme de guichets automatiques. Utilisés surtout en dehors des heures et en cas d'urgence chez nous, ils sont d'usage plus courant, quotidien même, en France. Et au Japon, ils sont désormais séparés physiquement de la banque elle-même, et logés dans des cabines (du genre de celles du téléphone) qu'on trouve partout à travers les grandes villes, et dont les citoyens ordinaires se servent parfois plusieurs fois par jour.

Il n'y aurait donc rien d'étonnant à ce que leurs pérégrinations les entraînent bientôt dans les résidences privées...

Mieux encore, les métiers de la banque: comptables, caissiers, commis, secrétaires seront, dans un avenir pas si éloigné, de ceux qu'on pourra exercer (une partie du temps au moins) sans sortir de chez soi! Déjà, à Chicago, une banque au moins a tenté avec succès l'expérience de faire travailler chez eux, sur des terminaux d'ordinateur reliés au bureau-chef, plus d'une centaine de ses employés.

Les deux instruments qui, combinés, poussent à de tels changements une industrie qu'on a tendance à considérer comme traditionnelle et traditionaliste, sont le vidéotex et la carte de paiement «à mémoire».

Ensemble, ils ont pour effet d'introduire dans les transactions de la vie quotidienne l'habitude déjà prise dans les rapports entre institutions financières (au moyen des transferts électroniques de fonds) de traiter l'argent non plus comme un objet ou même comme un écrit sur papier, mais comme une infor-

mation abstraite capable d'être codée en impulsions électroniques qui se déplacent à la vitesse de la lumière.

Une carte intelligente

Il ne s'agit pas là de science-fiction. La carte «à mémoire» a encore en Amérique du Nord un caractère expérimental (elle intéresse notamment le groupe VISA), mais elle a déjà une existence commerciale en Europe, où son usage devrait croître rapidement. Née des cartes à bande magnétique, elle a été développée par l'ingénieur français Roland Moréno, qui a imaginé de remplacer le support magnétique par un micro-circuit qui rend les fraudes beaucoup plus difficiles tout en emmagasinant et manipulant une plus grande quantité de données.

De fait, sa sophistication permet de déplacer l'«intelligence» du système de la machine à la carte elle-même. Ainsi, on pourra multiplier les lecteurs de cartes simples et peu coûteux dans tout ce qui est aujourd'hui «machines à sous»: machines à cigarettes, à café, à bonbons, billards électriques, et même les installer partout dans les autobus, les voitures-taxis et chez les particuliers.

À la limite, on se retrouvera même avec des lecteurs de carte individuels, installés dans nos maisons mêmes, et reliés au monde extérieur par la ligne téléphonique... ou le câble de la télédistribution (si les projets du Groupe Vidéotron de Montréal se réalisent).

Un guichet dans votre télévision

Cependant, cette révolution des cartes «intelligentes» ne saurait mener très loin si elle n'est pas jumelée à une généralisation de l'utilisation commerciale et interactive de la télématique dans le public en général.

Jusqu'à maintenant, on a essentiellement présenté le vidéotex comme un nouveau moyen d'information dans le sens traditionnel. Cependant, tout indique qu'aussi bien le public que l'industrie le voient aujourd'hui beaucoup plus comme une sorte de «fenêtre» sur une foule de services à domicile, dont un pourrait fort bien être un guichet de banque.

Essentiellement, le vidéotex est un moyen interactif de transmission d'informations à distance sur écran de télévision. Pour ceux qui

ont l'habitude de la consultation des banques de données et de l'utilisation de «remote video terminals», le concept n'a rien de bien neuf. Ce qui le distingue des systèmes commerciaux et industriels actuellement en usage, c'est son universalité.

Il n'a pas besoin de lignes spéciales protégées ou blindées, ni de terminaux spécialisés coûteux: il fonctionne sur un appareil de télévision normal (à l'aide d'un «décodeur» dont le prix de revient devrait bientôt devenir raisonnable) en passant non seulement par les lignes de téléphone normales, mais encore par le câble coaxial, la fibre optique, le relais-satellite, le faisceau micro-ondes.

Depuis plus d'un an, en France, des milliers d'utilisateurs expérimentaux du vidéotex Télétel peuvent, de leur salon et sur leur écran de télécouleur, mettre à jour leur compte, vérifier leurs dernières transactions, et même effectuer des transferts de fonds limités d'un compte à l'autre au moyen d'un clavier et d'une ligne téléphonique.

Aux États-Unis, il y a plus longtemps encore qu'à Knoxville, Tennessee, 400 clients de la United American Bank peuvent avoir accès à leurs états de compte, payer leurs comptes, et même contracter des emprunts via un terminal relativement peu dispendieux fabriqué par Radio Shack. D'autres expériences du même genre ont lieu à New York (Citybank et Chemical Bank) et en Ohio (Bank One), tandis que Dow Jones et Standard & Poor fournissent à domicile, via des microordinateurs (Apple dans un cas, Radio Shack dans l'autre), des informations boursières et des programmes d'analyse.

Au Canada, les expériences de vidéotex ont peu jusqu'ici sur cette technique qu'on appelle «télétransactions». Mais il paraît inévitable que comme ailleurs, d'ici quelques années, nous ayons la possibilité de faire apparaître sur notre écran de télévision un «guichet» électronique où il sera possible d'effectuer la quasi-totalité des transactions qu'on peut normalement mener non seulement au guichet automatique, mais à la banque elle-même: transferts de fonds, paiements de comptes, dépôts, retraits et même emprunts.

Reste à savoir à quel point ce sera une bonne chose. □



POUR RIRE

Guy Fournier

Madame curé

Depuis le temps que je dis que l'Église catholique est sexiste, cette fois j'ai des appuis en haut lieu...

Ma femme qui lisait couchée pendant que je regardais pour la nième fois à la télévision un film de James Bond, se tourna vers moi en arborant le petit sourire triomphant qu'elle sait m'agacer au plus haut point. Les yeux rivés au petit écran, je fis le sourd.

—Les cinq évêques canadiens qui participent au synode général sur la pénitence, continua-t-elle, affirment que l'Église contribue à la domination mâle... Aie, je te parle...

—Bien oui, puis après? Je ne suis pas le pape...

—Ça ne changerait pas grand-chose que tu le sois, vous pensez pareil tous les deux au sujet des femmes.

La comparaison était si flatteuse — pour moi —, que je me résignai à détourner le regard de l'énorme scie circulaire qui s'appretait à séparer en deux — dans le sens de la largeur — l'agent 007 et sa blonde.

—Je suppose que tu reviens encore avec ta vieille marotte que l'Église sera sexiste jusqu'à ce qu'elle permette l'ordination des femmes?

—Exactement, et même s'ils ne le disent pas ouvertement, les évêques sont du même avis que moi.

—C'est aussi ridicule que si on accusait le baseball ou le hockey d'être sexistes parce qu'il n'y a pas de femmes parmi les Expos et les Canadiens. Ça n'empêché pas les femmes de jouer au hockey entre elles si elles le veulent, mais elles ne sont pas de taille à se mesurer à Wayne Gretzky ou à Guy Lafleur.

—Tu es tout à fait stupide, répliqua-t-elle sur le ton doctoral qu'elle emprunte souvent pour parler aux enfants. C'est évident que je ne vois pas les femmes sauter sur la glace contre les Canadiens ou monter dans l'arène contre Sugar Ray Leonard, mais ça ne demande pas de force physique pour gravir les marches de l'autel.

Depuis que les femmes s'évertuent à devenir nos égales, elles ont la fâcheuse tendance d'accepter les différences seulement lorsqu'une question de force physique entre en ligne de compte ou qu'une tâche en particulier ne leur dit rien qui vaille. Je n'en ai entendu aucune encore s'insurger contre le fait que tous les éboueurs soient des mâles et qu'on ne rencontre à peu près pas de femmes parmi les fossoyeurs, les balayeurs de rue, les mineurs, les travailleurs d'abattoir, les croque-morts, les monteurs de ligne,

les coupeurs de pierre, les brancardiers, les ramoneurs, etc. Moi qui suis allé au petit séminaire comme ces évêques avant-gardistes et comme tous ceux de mon temps qui ont fait «leurs études classiques», je sais ce qu'il faut pour devenir prêtre. J'ai eu moi-même avant la fin de mes études, la modestie de reconnaître qu'il me manquait un certain nombre de qualités qui ne sont pas, que je sache, l'apanage des femmes non plus.

Dans les ordres, par exemple, pas question de se singulariser par le port de vêtements excentriques. Il n'y a pas de place pour la coquetterie. Si jamais on ordonnait des femmes, je les vois déjà endosser la crinoline sous la traditionnelle aube blanche, se quereller sur la longueur de la chasuble, magasiner pour des étoles Givenchy, Dior ou Kenzo, sans parler de la barrette à laquelle on ne manquerait pas d'ajouter une boucle de ruban, un oiseau à plumes ou quelques bijoux païens. Comment les empêcher de trafiquer la recette séculaire de l'hostie? Chacune voudra y apporter sa griffe personnelle: un peu plus de farine, moins d'eau, moins de sel. Le pape qui vient de condamner les hosties au gluten, n'aurait pas fini d'interdire qu'on y ajoute de la vanille, une pincée de muscade, un soupçon de cannelle, si ce n'est de l'ail ou de fines herbes.

Mais c'est encore le problème de la confession qui m'embête le plus.

—Je sais exactement à quoi tu penses, dit soudain ma femme qui m'observait depuis un certain temps. Tu vas me rebâcher que personne ne voudra se confesser à une femme?

—C'était loin de mes préoccupations, dis-je faisant une restriction mentale, mais puisque tu abordes le sujet... J'aimerais bien te voir la face quand un pénitent l'entreprendra de ses péchés sexuels, qu'il voudra se faire pardonner ses petites perversions, ses fantasmes, ses désirs les plus secrets, surtout si c'est sa femme ou sa blonde qui en est l'objet. Tu ne voudras jamais lui donner l'absolution.

—T'es complètement capoté, dit-elle indignée. S'il y a quelqu'un capable de comprendre que la chair est faible, c'est bien une femme.

—Eh! oui?

Elle n'avait pas sitôt fini sa phrase que...

—Lâche-moi, cria-t-elle, espèce de vicieux!

Elle s'enroula brusquement dans la couverture et quelques minutes plus tard, elle dormait profondément.

L'EXPÉDITION JACQUES-CARTIER: De Gaspé à Hull, 1 600 km à ski en 35 jours!



Simone Piuze

PLEIN AIR

Le froid nous saisit, les jours raccourcissent, l'hiver est aux portes. Pour la plus grande joie des skieurs qui, déjà, préparent leurs muscles des bras et des jambes en vue des randonnées qui se veulent de plus en plus longues et palpitantes.

Le ski de fond a son ancêtre, Jacques Cartier, vaillant pionnier qui, il y a 450 ans, découvrait notre immensité de pays baigné par le Saint-Laurent... Cette immensité chantée par les poètes, à notre tour de la découvrir. Ainsi en a décidé Pierre Gougoux, professeur de plein air au Cégep André-Laurendeau et instigateur de la traversée à ski du Québec, c'est-à-dire de Gaspé à Hull en passant par la Gaspésie, le Bas du fleuve, Charlevoix, Québec, la Mauricie, les Laurentides et l'Outaouais... Une sacrée expédition représentant 1 600 km de parcours, réalisée, bien sûr, par étapes de 50 km par jour, du 1^{er} janvier au 5 février 84.

Le suivront qui veut, c'est-à-dire des mordus du ski de fond et de belle nature, des amoureux de la lutte — ils devront affronter les vents de la mer, les tempêtes de neige, le froid intense et skier dans les différents types de forêts du Québec. Points de repère: les croix laissées par Jacques Cartier dans les villages et les pistes souvent non entretenues des Laurentides, de la Gaspésie ou des autres régions traversées.

Mais il ne faut pas se leurrer: «Il n'y a pas de «piste de ski» qui traverse le Québec d'est en ouest, dit Daniel Rémy, éditeur de la revue *Expédition*. Le groupe devra donc emprunter les anciennes routes, les chemins de campagne, et, le plus possible, les pistes de ski de fond des différents centres. L'hébergement se fera dans des salles municipales, des fermes familiales, des petites auberges, des bases de plein air (La Cabouse, à Saint-Donat, par exemple) et des refuges (ceux de Val-David, par exemple). Un véhicule transportera les bagages d'un village à l'autre: cependant, lors d'étapes de 2 ou 3

jours, il faudra apporter nourriture et bagage avec vous car le coucher se fera loin des villages.»

Les conditions

Les conditions pour participer à un tel genre de randonnée — d'exploit, devrais-je dire — sont de taille: d'abord «connaître votre endurance psychologique à de longs parcours dit Daniel Rémy; ensuite avoir suffisamment d'énergie le soir pour avoir le goût de chanter et de s'imprégner de la vie culturelle des villageois». Car ils en traverseront des villages, nos skieurs courageux! Certains ont des noms fort mélodieux d'ailleurs: Anse-Pleureuse, Cloridorme, Saint-Férol-les-Neiges...

Peu de Québécois seront de toute la traversée! À l'heure actuelle, cinq skieurs, dont Pierre Gougoux, l'instigateur du projet, se sont engagés à faire le parcours au complet, tandis que 20 autres personnes se sont déjà inscrites pour participer à une ou à quelques étapes, ou encore pour quelques heures ou quelques jours seulement. Cependant de nombreux skieurs se joindront au peloton initial au fur et à mesure des régions traversées, fascinés par la joie communicative qui émanera des skieurs aux joues rouges et aux moustaches enneigées, tentés peut-être aussi par l'exploit. Certains voudront se rallier à eux, ne serait-ce que pour deux ou trois heures...

Pourtant, il n'est question ici d'aucune sorte de compétition — si ce n'est avec soi-même. Aucune médaille à gagner non plus, aucune gloriole. Non, rien que le désir de glisser sur la neige, dans un décor féérique; rien que la joie de partager les vivres avec d'autres frères, dans un refuge réchauffé par un poêle à bois. Écoutant le vent dans les branches et l'appel des petites bêtes de la forêt... Et puis de repartir sur ses planches de bois ou de fibre de verre — qu'on aura pris soin de bien préparer — sac au dos, à la merci des vents ou de la pluie (c'est possible!), des bourrasques de neige et de sa propre fatigue. Mais on ne

sera pas seul. C'est là que l'expédition prend tout son sens.

Le grand fleuve

Le 30 décembre, on avancera «entre les montagnes et la mer» (en Gaspésie). Le 10 janvier, on ira «par les chemins de campagne»... Le 16 janvier, on remontera le «grand fleuve» (puisqu'on sera rendu à l'étape Charlevoix)... Et ce sera Québec-Mauricie, «au royaume du ski de fond et de la drave» à partir du 20 janvier, puis les Laurentides avec tous ses lacs magnifiques à partir du 26 janvier. Le 5 février, on déposera enfin ses skis dans l'autobus Hull-Montréal!

L'expédition vous tente? La petite expédition, j'entends? Faites-vous plaisir et partez avec quelques amis pour une fin de semaine seulement. Il ne vous en coûtera que \$6.00 par nuit pour dormir dans un des quarante refuges situés au Québec. Mais vous serez sans guide! Vous devrez alors penser à tout: itinéraire, provisions, boussole, etc. La Fédération québécoise de la montagne offre des guides expérimentés qui ne demandent qu'à vous aider à faire de votre courte expédition une véritable partie de plaisir. Pour \$45 par personne — avec réduction de \$12 pour les enfants — vous aurez droit à une soirée d'information, au guide expérimenté, à une assurance-accident. «Habituellement, on fonctionne par groupes de huit personnes», dit Daniel Mathieu.

Par ailleurs, si la randonnée de 6 jours vous tente, la Fédération vous offre des tarifs spéciaux: \$115. par personne, avec guide, et \$25 par personne, sans guide. Ici l'économie réalisée par les groupes qui se veulent autonomes n'en est une véritablement qu'à la condition de se sentir capable de skier de «ses propres ailes», à risques et périls!

Inscription pour l'Expédition Jacques-Cartier: Revue *Expédition*: (514) 651-9953.

Du jogging, enceinte?

Par une chaleur torride, il n'y a que les chiens fous et les Anglais pour courir les rues». Lorsque Noel Coward pondit ces mots, les joggers enceintes n'existaient pas encore. Aujourd'hui, maintes femmes continuent à pratiquer un sport pendant la grossesse, mais dans l'intérêt du bébé, ne vaudrait-il pas mieux prendre une petite marche dans le voisinage, que de s'astreindre à des efforts violents tels que le jogging? Quels que soient les objectifs — contrôle du poids, tonus musculaire, alléger la tension, faciliter l'accouchement — la plupart des études démontrent que les programmes d'exercices ardu ont des répercussions néfastes sur le fœtus.

Toutefois, l'une d'elles, conduite par le Dr Erdelyi, laisse entrevoir des points favorables. Sur les quelque 172 athlètes qu'il suivit, une centaine continua à s'entraîner pendant les trois ou quatre

premiers mois de la grossesse. Le résultat? Comparées à un groupe de femmes sédentaires, elles subissaient deux fois moins souvent de césariennes, connaissaient des périodes de travail deux fois plus courtes, et l'on dénombrait moins de cas de toxémie dans leurs rangs. Pas davantage de fausses couches chez elles non plus.

Autre son de cloche: une étude menée celle-là par le Dr Dale prouve que l'abaissement du rythme cardiaque des marathoniennes en action s'avère dangereux pour le fœtus. Ainsi, au cours de 1978, un chercheur décrit les résultats d'un test qu'il fit subir à une brebis enceinte. Installé sur un tapis roulant, l'animal se livra à 45 minutes d'exercice rapide. Une conclusion qui invite à la réflexion, même si l'analogie avec les êtres humains reste à prouver: une chute dramatique de 60 p. cent de l'apport sanguin à l'utérus avec une baisse de 19 p. cent d'oxygène au fœtus.

Du reste, la majorité des recherches médicales concernant le sport et la grossesse sont réalisées avec le concours d'athlètes hors pair. À vouloir imiter ces super-performances, les femmes ordinaires risquent de ne trouver que complications et problèmes au bout de neuf mois.

Aucun consensus chez les médecins

De l'un à l'autre, les médecins distribuent des conseils différents, selon leur propre philosophie du sport. L'un d'eux, le Dr MetCalfe, note: «Chez les femmes en bonne condition physique, la pratique modérée d'un sport n'affecte pas le développement normal de l'enfant. Par ailleurs, je n'irais jamais jusqu'à prescrire des exercices épuisants. Le sens commun commande de renoncer à la gymnastique éreintante en état de grossesse. À l'instar d'automobilistes conduisant en état d'ivresse mais qui réussissent néanmoins à arriver



Dr Gifford Jones

sains et saufs à destination, quelques-unes accoucheront sans conséquences; mais combien d'autres connaîtront des lendemains de remords?»

De Calgary, le Dr Ballard, spécialiste en médecine sportive, abonde dans le même sens: «La plupart des médecins ignorent ce qu'ils doivent suggérer à leurs patientes.» Ses recherches indiquent que la hausse de la température corporelle ainsi que la réduction d'oxygène au fœtus pendant la durée de l'effort constituent les principaux dangers.

D'autres sources confirment: «Il faut diminuer la performance si la température du corps monte de plus de 2° Fahrenheit.» Côté cardio-vasculaire, les spécialistes préconisent des périodes d'exercice n'excédant pas quarante minutes, aux deux jours seulement, et dont l'intensité ne dépasse pas 85 p. cent de la capacité maximale du cœur.

SE SOIGNER

Les sports à éviter

En règle générale, les médecins s'accordent cependant pour déconseiller l'équitation, le hockey et les autres sports de contact pendant la grossesse, par crainte des collisions et des coups de l'adversaire. Nager est une excellente activité, mais la plongée sous-marine comporte des risques. Quant au tennis, il faut éviter, comme pour le jogging, d'avoir trop chaud, sans quoi la vie de l'enfant peut être en danger. Le ski? J'enverrais chez le psychiatre celles qui insistent pour skier pendant la grossesse! À preuve, attachez un gros melon d'eau au ventre de Jean-Claude Killy, et dites-moi s'il a autant d'équilibre sur ses deux petites planches?

Pour ce qui est du jogging, il faut, il me semble, avoir perdu le sens des responsabilités pour jogger, enceinte, en plein cœur de l'été. Ainsi privé d'oxygène, l'enfant à naître pourra-t-il, lui aussi, courir un jour? □



Claire Dutrisac

Les universités... c'est, pour le commun des mortels, un monde inaccessible, créé par et pour les riches. Les plus méchants et les moins renseignés soutiennent qu'on y prépare des gens qui vont, par la suite, exploiter le bon petit peuple.

L'UQAM: une université unique

L'Université du Québec se distingue des autres institutions universitaires, ne serait-ce que par sa répartition sur le territoire du Québec. Mais la question que j'ai posée à M. Pierre Gladu, directeur des Services à la Collectivité, se rapportait, on s'en doute, aux personnes âgées. «Qu'a fait et que fait l'UQAM pour le Troisième Âge?» J'avoue mon étonnement devant des découvertes fort intéressantes. Je veux vous en faire part.

Deux écoles de pensée

À l'UQAM, on trouve deux écoles de pensée face à la problématique du Troisième Âge. L'une serait tentée d'imiter la France, de dispenser des cours magistraux aux gens âgés, dans le cadre d'un programme spécial. De plus, on donne, comme la chose se pratique sur une petite échelle, des cours de formation aux intervenants auprès des personnes âgées. La tha-

VIEILLIR

natologie est un exemple. Les adultes (25 ans et plus) forment 50 p. cent des étudiants de l'UQAM. Le diplôme est le même pour tous. «Pour les étudiants sans prérequis scolaire, on a transformé les programmes plutôt que le diplôme. C'est quelque chose d'exceptionnel que d'avoir brisé le «pattern» habituel. Nous sommes les premiers à avoir cette audace.»

La seconde école de pensée, à laquelle appartient mon interlocuteur, envisage l'université (une partie du moins) «comme un lieu de ressources humaines et de recherches que l'on met à contribution pour les besoins des personnes âgées (et les moins âgées aussi), pour ceux qui sont déjà porteurs de changement social» dit M. Gladu.

«Ces deux aspects sont peut-être nécessaires mais, chez nous, vu le degré peu élevé de scolarité, l'action universitaire mise au service de l'action populaire prend une très grande importance. Car des groupes s'organisent, composés de personnes qui connaissent bien les problèmes mais n'ont pas les outils nécessaires pour aller chercher les statistiques ou la législation propres à étayer leurs revendications.»

Sans tambour ni trompette, l'UQAM a déjà agi en de multiples occasions. Ainsi, en février 1983,

L'UQAM au service de la collectivité

des groupes de femmes ont voulu présenter leurs doléances au sujet du Régime des Rentes du Québec, et de la pauvreté de la femme âgée. L'UQAM a mobilisé un économiste, un coordonnateur pour établir le relais entre les divers groupes. Le résultat de ce travail s'est concrétisé en une brochure (1) de plus de 50 pages, intitulée: «Nous ne voulons plus être pauvres après 65 ans.» Des solutions à ce problème sont présentées.

L'AQDR (Association du Québec pour les Droits des Retraités), voulant faire connaître ses préoccupations, ses membres ont conçu des affiches, (dessins, pièces collées sur tissu, statistiques, etc.) illustrant leurs revendications, et l'UQAM a fourni les salles d'exposition.

L'UQAM a aussi réalisé une étude de marketing, dans la région de Montréal, pour le journal de la FADOQ. Des conseils pratiques s'ensuivent: caractères d'imprimerie plus gros, couleurs, etc.

Il y a six ou huit ans, l'UQAM a préparé un document audio-visuel pour une série d'émissions à la télévision portant sur le Troisième Âge et ses problèmes.

Pour la Ligue des Droits et Liberté (ne pas confondre avec la Commission), l'UQAM a étudié l'ensemble de la législation québé-

coise, canadienne et internationale sur le droit des mourants.

Le Forum des Citoyens âgés, à son tour, a profité de la science des professeurs de l'UQAM dans le domaine de l'habitation, afin de se présenter bien armé devant une commission parlementaire.

«Entre la demande et la ressource professorale, il faut, assure M. Gladu, un lien-tampon pour la formulation des questions du groupe, et cela pour la clarifier afin que la recherche soit mieux exécutée; aussi pour assurer le respect de ceux qui font la demande de collaboration.»

C'est pourquoi M. Gladu affirme avec fierté: «L'UQAM a eu le courage de ce type d'action au point d'en faire une politique. Ses services à la collectivité visent d'abord les gens démunis; et ces services démocratisent l'université elle-même. Car on s'est gardé d'en faire une unité à part. On a plutôt intégré les projets à l'ensemble de l'institution en allant chercher là où ils enseignent, les divers spécialistes requis pour répondre à la demande.»

«L'UQAM, rajoute-t-il, fut la première et demeure la seule à avoir une politique claire qui dit: on met à contribution, sur des modèles autres que les modèles traditionnels de diplômes et de cours, des ressources auprès d'organismes qui poursuivent des objectifs de

changement social.» Cette approche s'ajoute à l'enseignement standard. On fera de plus en plus de recherche avec les gens les plus au courant des faits, des problèmes. On part du vécu pour remonter à la théorie, aux lois, aux statistiques, etc. Ces recherches profitent donc à l'enseignement. C'est ainsi que l'UQAM, tout en restant fidèle à la tradition, innove en se mettant au service du peuple via des groupes organisés et renoue, par le résultat de ces recherches, son enseignement.

Ces projets de recherche, que soutient l'UQAM, ne sont pas traités en parents pauvres. Ils sont jugés comme les autres qui viennent d'autres sources. Ils sont utilitaires mais valides au plan scientifique. Et les services offerts aux groupes populaires sont de qualité, affirme avec force M. Gladu.

M. Gladu, responsable des services à la collectivité, siège aux instances de l'université qui voient aux affaires spécifiquement académiques. «Je participe à toute la vie universitaire et j'essaie de faire valoir mon point de vue.»

On peut donc dire que le peuple a son université... et M. le maire Drapeau lui, à sa manière, rajouterait sans doute: «...et l'UQAM a son peuple!»

(1) Pour se procurer cette brochure, vendue au prix de 1.50\$. Il faut appeler à l'UQAM: 282-4876. □



Antoine Désilets

PHOTOGRAPHER

Eh, Diane! Regarde papa!



On a souvent décrit avec des accents poignants de sincérité la terrible angoisse qui étreint le coeur et tord les boyaux de l'écrivain ou du journaliste quand il se retrouve seul devant la vertigineuse vacuité de la page blanche. Vous vous doutez bien que ce genre d'émoi n'est pas réservé à la seule gent gratte-papier et que le «trouillomètre» du photographe fait des cabrioles du même style quand son propriétaire colle son oeil à un viseur qui est encore à remplir! Et dans mon cas, le plaisir est double car en plus de vous trouver une image intéressante, je dois chaque semaine affronter cette terrifiante feuille de papier pour vous en raconter l'histoire. C'est épouvantable... et passionnant! Comme les enfants, qui sont les sujets de photo les plus souvent rencontrés à travers le monde! Vous le saviez, bien sûr, mais vous a-t-on déjà dit que les auteurs de ces photos étaient généralement leurs parents? Et qu'ils perdaient face à ce genre de photo leur sens critique au point de considérer «bonne» toute image sur laquelle, on distingue à travers les flous, les bougés et les brumes pâles ou foncées quelque chose qui pourrait ressembler à la binette d'un de leurs bouts de chou? C'est pourtant comme ça! Et pour cette raison que tant de «beaux souvenirs» ne se font regarder qu'une fois! C'est dommage car s'il existe des modèles naturels, disponibles et souvent photogéniques, ce sont bien les jeunes enfants, qu'il est inutile de faire poser car ils savent trouver tout seul les mimiques et les attitudes qui leur conviennent. Tout ce que vous avez à faire, c'est de les observer et, au dernier moment, d'attirer leur attention si besoin est. Et ils ne s'en lassent jamais même si, comme ma fille Diane, ils ont un papa «Kid Kodak» qui les photographie à une fréquence qui rendrait jalouse une étoile d'Hollywood. A l'appel de son nom, elle se retourne et clic! Ça donne ce que vous voyez sur cette page... avec un petit fricotage de chambre noire. Comment? Vous n'en avez pas? Ben, vous avez le droit! Mais lamentez-vous pas si les photos des autres sont meilleures que les vôtres par exemple! Bon! Je disais donc que mon objectif était un 85 mm et mon film un Kodak Tri-X noir et blanc 400 ASA exposé pendant 1 / 500^e de seconde à f / 11. Le fricotage a consisté à faire tourner le margeur dans le sens des aiguilles d'une montre pendant la dernière moitié (environ 5 sec.) de l'exposition du papier de tirage, tout en retenant à l'aide d'un cache la partie de son visage... Que voulez-vous: j'adore ses yeux! Et bonnes photos!



Jean-François Doré

POUR ÉCOUTER

Tout n'a pas été dit sur Piaf

Elle s'appelait Lucienne. Elle s'appelle sans doute encore Lucienne, il y a des années que je ne l'ai vue. La dernière fois c'était lorsque j'étais allé lui porter je ne me souviens plus trop quoi dans son nouvel appartement de Saint-Henri ou de Pointe Saint-Charles. Je devais avoir treize ans et j'avais certainement le cœur brisé. Elle avait accouché quelque temps plus tôt, je ne me souviens même plus d'avoir vu son bébé. Quelque part au fond de moi j'étais jaloux, jaloux de son «mari», qui avait un gros char blanc, jaloux qu'elle ne soit plus avec moi, qu'elle m'ait abandonné. Jaloux enfin de ne plus être son «Légionnaire» comme elle me disait alors que je rentrais après avoir joué dehors tout un après-midi d'été et qu'elle trouvait que je «sentais bon le sable chaud».

Lucienne c'était notre «bonne». Je n'ai jamais aimé ce mot-là, surtout quand on parlait de Lucienne. De Rose-Ange, la précédente, ça me dérangeait moins qu'on dise qu'elle était la «bonne», mais de Lucienne ça m'achalait profondément. Mais comme nous n'avions pas d'autres mots et qu'il était de pratique courante, celui-là était bien obligé de faire. Lucienne cependant n'était pas la bonne. Oh!

que non. Elle m'appelait «Milord» sur un ton maternel, amoureux, complice; d'égal à égal avec par contre cette certitude de l'âge mûr et de la responsabilité d'un enfant de douze ans qui se découvre les premières turgescences sans savoir quoi en faire et à plus forte raison à quoi ça sert.

Je m'endormais le soir en rêvant à Lucienne et en rêvant que je «portais des culottes, des bottes de moto, un blouson de cuir noir avec un aigle sur le dos», je rêvais qu'elle était accrochée à mon dos, à la fois protectrice et soumise, à la fois ange et démon, à la fois madone et putain. Je n'avais pas besoin d'aller voir «au coin d'la rue là-bas» pour constater et savoir que «la fille de joie est belle». Je ne savais pas encore ce qu'était une fille de joie. Elle m'avait rabâché une histoire sur une fille gaie, joviale qui apportait la joie à la maison et cela m'avait satisfait. J'avais ma fille de joie à moi à la maison, qui me faisait manger, me disputait, me consolait du divorce de mes parents, faisait disparaître les fantômes qui m'habitaient, me berçait, riait parce qu'elle était heureuse, pleurait parce que son «chum» lui faisait de la peine. Et elle retournait un disque de Piaf sur notre pick-up.

Et je la consolais autant qu'elle

me consolait. Moi aussi j'étais un peu putain, échangeant l'affection dont elle avait besoin pour l'affection dont j'avais besoin. «A quoi ça sert l'amour? L'amour ça sert à ça». J'étais «L'homme qu'il lui fallait» et je craignais par-dessus tout qu'un jour «la vie l'arrache à moi». Elle était «mon manège à moi», celle qui me faisait voir «La vie en rose», celle avec qui j'aurais arpenté «Le boulevard du crime» en cherchant avec elle tous les «Flons flons du bal» comme des «Vieux amants». Lucienne c'était Lucienne. Quelque part c'était aussi Edith Piaf qu'elle remettait constamment sur le vieux pick-up, dont je finis par connaître aussi bien qu'elle les chansons, et que j'ai aimée parce que j'aimais Lucienne.

Ce n'est sans doute pas parce qu'elle était belle, je n'ai qu'un vague souvenir sans doute trompeur de formes généreuses et sensuelles. Une bouche qui aurait pu être celle de Schéhérazade racontant ses histoires à dormir debout, des seins comme les coussins sur lesquels devait s'installer Schariar en écoutant son épouse raconter pendant mille et une nuits les plus belles histoires d'amour et d'aventures que l'on puisse imaginer. Non, Lucienne ne devait pas être belle au sens plastique du terme,

mais elle était belle. Elle me disait aussi «T'es beau tu sais» même si parfois elle me grondait d'un «Johnny tu n'es pas un ange». Elle était Lucienne et la représentation vivante, en chair et en os, d'Edith Piaf.

Elle était cette joie et ce désespoir, cet Amour à la recherche perpétuelle de la satisfaction de l'Amour, y accédant parfois, ponctuellement, d'amours en amourettes, sans jamais y parvenir mais en l'ayant toujours. Elle était «Emportée par la foule»... de sentiments divers qui «l'entraîne nous entraîne» jusqu'au bout de son destin, de notre destin, celui d'être condamné à l'amour. Je vous raconte tout cela à trente-cinq ans, avec le romantisme complaisant que l'on utilise pour «pasteliser» ses souvenirs, avec cette naïveté entêtée qui nous fait croire comme Jean Lapointe que «C'est dans les chansons qu'on apprend à vivre».

Je vous raconte tout cela à trente-cinq ans, vingt ans presque jour pour jour après la mort de Piaf, vingt et quelques années après le départ de Lucienne. Elle écoutait constamment Piaf. C'était son leitmotiv, sa nourriture, sa façon de parler en parabole, sa vie. C'était elle, c'était elles. J'ai appris un peu de l'Amour à travers Lucienne

et à travers Piaf. J'ai compris la passion aveugle à travers ces deux femmes. J'ai appris un peu de la Femme à travers Lucienne et Piaf. J'ai compris la tendresse à travers elles. La joie, la détresse, l'exaltation, le déchirement m'ont été en partie révélés à travers ces deux femmes de condition dite «ordinaire» mais dont l'âme et la sensibilité sont au-delà de toutes les conditions parce qu'elles sont LA condition, LA raison d'être et de vivre.

Le corps d'Edith Piaf est mort, celui de Lucienne aussi peut-être. Je ne sais pas je ne l'ai pas vue depuis des années. Mais la Vie n'est pas morte, ni l'Amour non plus. Puisque vous avez lu ce texte, puisque vous écouterez peut-être Piaf et puisque vous pourriez dire sur elle des choses qui n'ont pas encore été dites et qui ne pourraient être dites que par vous, même Piaf n'est pas tout à fait morte. On a toujours tort de croire que tout a été dit sur quelqu'un, particulièrement sur quelqu'un que l'on aime ou que l'on a aimé; parce que malgré tout ce qui a été dit sur l'Amour il restera toujours quelqu'un pour en dire quelque chose. Non vraiment tout n'a pas été dit sur Piaf. □

Les matches des candidats auront lieu

La Fédération internationale des échecs, celle de l'URSS et tous les participants des demi-finales des candidats en sont finalement venus à une entente sur la tenue de ces matches fort importants.

L'imbroglio a commencé à se dénouer suite au tournoi de Niksic où les participants ont issu un communiqué réclamant unanimement que «la FIDE organise et sanctionne les matches pour le plus grand bien des échecs». Du même coup, Korchnoi et Kasparov se rencontraient à Niksic et déclaraient vouloir jouer le match malgré le forfait imposé par la FIDE. Puis le 2 octobre dernier, la fédération soviétique retirait sa plainte quant aux choix des sites des demi-finales, en reconnaissant finalement au président de la FIDE le droit de les octroyer à qui bon lui semble. Cette «demi-excuse» est extrêmement habile puisqu'elle survient après que les Soviétiques soient parvenus à leurs fins, soit d'empêcher que Korchnoi-Kaspa-

rov ait lieu aux États-Unis. De plus, elle permet au président Campomanes de sauver un peu la face bien qu'il soit maintenant évident que cette épreuve de force avec les Soviétiques n'aura pas tourné à son avantage.

De toute façon Campomanes a déclaré être d'accord pour organiser «le plus vite possible» les demi-finales, sans toutefois préciser de dates. Les sites possibles comprennent la Yougoslavie, la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Venezuela. Pour ce qui est des organisateurs des matches avortés, soit ceux de Pasadena et d'Abu Dhabi, il semble que les Soviétiques soient disposés à leur donner une compensation financière.

Voici des avant-goûts des passionnantes rencontres qui nous attendent.

Kasparov-Tal, Niksic 1983, défense Bogo-indienne

1-d4 Cf6 2-c4 e6 3-Cf3 Fb4 4-Fd2 a5 5-Cc3 b6 6-e3 Fb7 7-Fd3 d6 8-Dc2 Cbd7 9-e4 e5 10-Cd5(10-d5

ÉCHEC ET MAT

Fxc3 11-Fxc3 Cc5 suivi de ...Cxd3 n'offre pas tellement de chances d'avantage aux Blancs.)10... Fxd2 11-Dxd2 exd4 12-Cxd4 Cc5 13-00 14-Tfe1 Te8 15-f3 c6 16-Cc3 Dc7 17-Ff1 Tad8 (Tal prépare la poussée libératrice d6-d5 qui devrait lui permettre d'égaliser le jeu.) 18-Tad1 d5 19-cxd5 cxd5 20-Ccb5 Db8 21-e5! (Un autre sacrifice typique de Kasparov. Les Blancs obtiennent de dangereuses menaces mais il est difficile d'affirmer que ce sacrifice est correct.) 21... Txe5 22-Txe5 Dxe5 23-Te1 Db8 24-Cf5 Ce6 (Les Blancs menaçaient 25-Cxg7 ou Dg5.) 25-Cbd4 Te8 26-Fb5 Cxd4 27-Txe8 Cxe8 28-Dxd4 Dc7! (La seule défense contre Dxb6 et Fxe8.) 29-Fxe8 Dc1 30-Rf2 Dc2 31-Re3 Dxf5 32-Dxb6 Dg5 33-Rd3 ½-½. Sans doute à court de temps Kasparov se contente d'un demi-point, jugeant sans doute que son roi est trop exposé pour espérer davantage.

Korchnoi-Gurevich, Ch. ouvert

des États-Unis 1983, déf. Nimzo-indienne.

1-d4 (Malgré la prédilection de Karpov pour 1-e4, les débuts du pion dame dominant les compétitions internationales depuis plusieurs années.) 1... Cf6 2-c4 e6 3-Cc3 Fb4 4-e3 c5 5-Ce2 b6 6-a3 Fa5 7-Tb1 De7 8-Fd2 00 9-Cg3 Ca6 10-d5 Cc7 11-Df3 Fxc3? (Accélère l'attaque blanche.) 12-Fxc3 exd5 13-cxd5 Te8 (Si 13... Ccxd5? 14-Cf5 De4 15-Fxf6! Dxb1 (si 15... gxf6 16-Dg3 suivi du mat.) 16-Rd2 De4 17-Dg3 Dxd5 18-Rc1 g6 19-Ch6 Rf8 20-Dxc7 Fb7 21-Fb5 De6 22-Df4 et 1-0 bien que les Noirs pouvaient encore fournir une certaine résistance par 22... Tec8, de façon à libérer la case e8 pour le roi.

Belleville Fall Open, 83

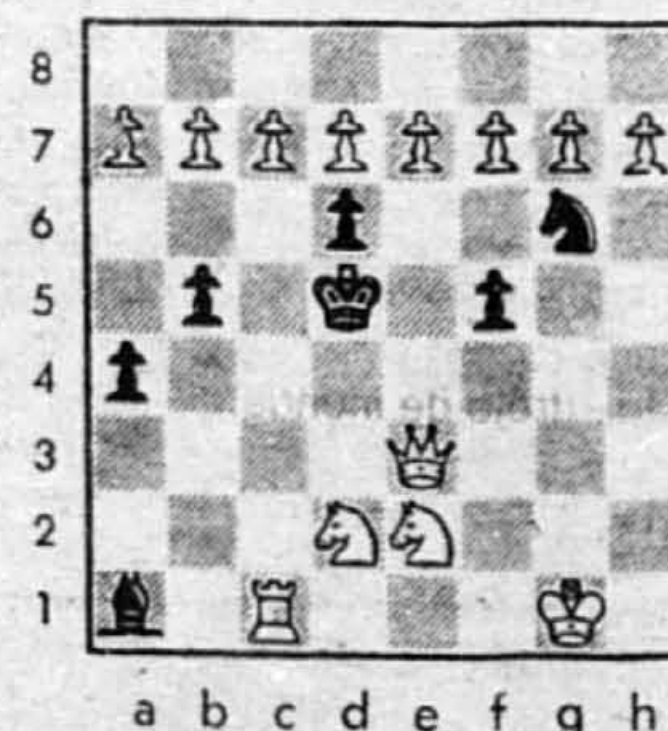
Déjà six M.I. sont inscrits à ce tournoi qui aura lieu du 4 au 6 novembre au Four Seasons Hôtel à Belleville, Ontario. Il s'agit du Torontois Day, des Montréalais



Jean Hébert

Spraggett et Hébert, ainsi que des Américains Fedorowicz, Ginsburg et Rohde. Le tournoi est diffusé en deux sections, ouvertes ou moins de 1900. Pour plus de détails, appelez au «Spécialiste des Échecs», 522-3927.

PROBLÈME



W. Barclay (1972)
Mat en deux coups
Solution: Une seule des promotions possibles est bonne!
1-d8(C)! □

Jean Bissonnette: le géant de nos loisirs depuis 25 ans

Drôle de monde que celui du spectacle où un acteur de moyen talent prend possession, pendant plus d'un an, sur la seule lancée d'un rôle pourtant assez ordinaire dans un téléroman, des premières pages des journaux et magazines spécialisés. Même s'il ne joue plus depuis six mois, on continue de faire les manchettes avec la couleur de ses chaussettes ou l'odeur de ses eaux de toilette.

Si je vous demandais par contre de nommer ce personnage qui a, selon moi, le plus influencé le spectacle québécois depuis vingt ans, la majorité des gens, hors du milieu, ne reconnaîtraient pas son nom même si je vous l'identifiais.

Il est pourtant celui qui a réalisé l'un des plus gros shows de l'histoire de la télévision, regardé par un milliard et quart de personnes par tout le globe: la cérémonie de clôture des Jeux olympiques de 76.

Il est celui qui a monté le spectacle qui a fait se déplacer un demi-million de personnes sur le Mont-Royal lors de la fête de la Saint-Jean en 1975.

C'est même lui qui a motivé Gilles Vigneault à écrire la chanson la plus souvent fredonnée au Québec 365 jours par année depuis belle lurette, puisqu'elle a remplacé le «bonne fête» traditionnel par «c'est à ton tour de te laisser parler d'amour».

C'est également lui qui a orchestré pour la télévision la cérémonie d'ouverture de la grande centrale de la Baie James.

Tout cela est signé Jean Bissonnette. Pourtant, faites-en l'expérience: mentionnez son nom à une dizaine de personnes au hasard de votre entourage et je serais surpris qu'une ou deux, peut-être, puisse vous l'identifier. Mais presque tous ces gens pourront vous énumérer les noms des plus vulgaires «charrieries de pucks» du Canadien ou des Nordiques.

Oui, drôle de monde!

Vous pensez que j'exagère? Alors, dressons un bilan bien sommaire des contributions de Jean Bissonnette aux meilleurs moments de distraction que nous ayons tous passés depuis un quart de siècle. Et je vais souvent répéter son nom afin qu'il reste bien inscrit en votre mémoire.

C'est Jean Bissonnette qui a réalisé pendant quatre ans l'une des premières grandes émissions de variétés de notre télévision, «Le p'tit Café» avec Dominique

Michel, Normand Hudon et Pierre Thériault. C'était diffusé en direct à l'époque mais il réussit, en une émission mémorable, à faire changer 26 fois de costume à Dodo en l'espace d'une demi-heure: les comédiens de «Broue» ou de «La déprime» ne font pas mieux une génération plus tard. Cela demandait que l'émission fût répétée du lundi au vendredi parce que le direct ne tolérait aucune erreur, mais Dominique n'était pourtant payée que... \$200 par émission.

C'est Jean Bissonnette qui a orchestré le premier grand téléthon de huit heures diffusé depuis le Forum pour aider à financer la construction de la Place des Arts et dont les vedettes étrangères étaient Guy Béart, Sacha Distel, Annie Cordy et Billy Daniels; qui comptait l'Orchestre symphonique de Montréal et les Grands Ballets canadiens; et où son principal trac ne fut pas d'agencer tout cela mais de voir à ce que ces joyeux fêtards qu'étaient Jacques Normand (qu'il avait fait revenir spécialement de Paris), Olivier Guimond, Denis Drouin, Paul Berval, Gilles Pellerin et Normand Hudon commencent et terminent «en condition» ce marathon.

C'est Jean Bissonnette qui conçut avec Gérard Tassé qui en avait fait la suggestion et dirigea pendant trois ans les «Couche-tard», l'une des réussites les plus délectables de l'histoire du petit écran. L'une des soirées mémorables fut celle où Jacques Normand devait accueillir Olivier Guimond et où l'un des deux était dans une drôle de forme. Rappelons que cela aussi était télédiffusé en direct. Ce n'est pas pour rien que les cheveux de Jean Bissonnette ont blanchi prématurément.

Quelques mèches se sont décolorées pendant les quatre heures du spectacle de fermeture des Olympiques alors que, pour tous les réseaux de la planète, il devait coordonner les images transmises par 18 caméras. Neuf des caméramen étaient anglophones; les neuf autres, francophones, refusaient d'accepter les instructions transmises en anglais aux neuf premiers (on était en pleine ferveur séparatiste). Si bien que Jean, tout en transmettant des images au monde entier, devait se rappeler qu'il devait commander en français ou en anglais pour satisfaire neuf individus qui avaient choisi ce moment de fête universelle pour imposer leur sectarisme.

Mais tout allait bien jusqu'au

moment où un nu-vite (ou «streaker») partit en course au travers du stade. Ignorant toutes les instructions de Jean (françaises ou anglaises) les dix-huit caméramen se braquèrent sur l'exhibitionniste. «J'ai pensé mourir», d'évoquer Jean. Serait-ce là l'image finale, vulgaire, de cette apothéose? Heureusement, il réussit à arracher certaines caméras de leur voyeurisme mais tout son découpage de travail était foutu et c'est au pif qu'il termina la transmission de la cérémonie.

C'est Jean Bissonnette qui, dans les entrailles cavernueuses de LG2, sentit se décolorer un peu plus sa crinière alors que le premier ministre Lévesque avançait le doigt vers le bouton qui allait mettre en marche cette merveille d'ingénierie. Une caméra, perchée sur une grue géante, suivait l'index qui allait tout activer. À ce moment précis, le système de transmission par satellite fit défaut. Le geste historique fut perdu à jamais.

Quand Lise Payette accepta en 1975 de présider le comité organisateur des fêtes de la Saint-Jean, elle le fit à une condition: que Jean Bissonnette en soit le directeur artistique. Celui-ci de son côté accueillit la proposition de madame Payette avec sa condition à lui: «Oui, si vous allez me chercher le Mont-Royal ou l'île Sainte-Hélène!» Une exigence qu'il croyait avoir lancé à la blague, mais que Lise Payette prit au sérieux puisqu'elle le rappelait quatre jours plus tard pour lui annoncer: «T'as le Mont-Royal!» Ce qui fut suivi par un travail de géant par Lise et lui d'octobre à juin alors qu'il sacrifia ses cinq semaines de vacances pour la production de ce qui demeure la plus grande et la plus émouvante fête populaire de notre histoire. Et c'est à cette occasion qu'il incita Gilles Vigneault à composer «Gens du pays».

(Faut-il s'étonner que ce soit à lui que l'on ait confié les fêtes d'ouverture à Québec du 450^e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier?)

C'est encore Jean Bissonnette qui a réalisé «Chez Clémence» et «Du côté de chez Lise» (avec Lise Roy) dont il fit écrire le thème musical, de même que celui des «Couche-tard» par un jeune commis de Radio-Canada qui venait lui chanter ses premières compositions, un Jean-Pierre Ferland qui n'était pas encore un Bozo.

Et ce classique du rire que fut «Moi et l'autre», qui l'a réalisé en

DE 5 À 7



André Robert

plus de collaborer aux textes la quatrième année alors que l'auteur Gilles Richer s'essouffait? Et qui nous a rendus hilares pendant des années au dernier minuit de l'année qui est le premier de la suivante?

C'est bien Jean Bissonnette qui pour clôturer chaque année dans la bonne humeur avait d'abord suggéré que l'on fasse une édition spéciale du «P'tit Café», à quoi vinrent s'enchaîner les «Ça va éclater» interprétés et inspirés par les spectacles de cabaret que présentait alors le quatuor Dodo-Denise Filiatrault-Jacques Desrosiers-Donald Lautrec. Et auxquels succédèrent, toujours dirigés par vous-savez-qui, les premiers et meilleurs «Bye, Bye».

C'est Jean Bissonnette qui a réalisé «Appelez-moi Lise».

C'est Jean Bissonnette qui, voulant modifier l'ancienne formule des «music-halls» à la Ed Sullivan qu'on ne pouvait plus alimenter et qui se répétaient avec toujours les mêmes talents d'ici, a lancé celle des «spéciaux» du dimanche soir.

À la scène, c'est Jean Bissonnette qui a dirigé Gilles Vigneault depuis ses débuts, Jean Lapointe depuis les Jérolas, Diane Dufresne jusqu'à la Fête nationale dans le Vieux Port. Qui, au lendemain de la phrase célèbre du général de Gaulle, reçut un téléphone de Bruno Coquatrix lui demandant de produire dans les quinze jours un spectacle «Vive le Québec» pour l'Olympia de Paris. Ce qui fut fait

avec Vigneault, Pauline Julien, Ginette Reno (son premier passage en France), Clémence, les Cailoux, Jacques Normand et Elaine Bédard. Et aussi ce show de Noël présenté au théâtre de Chaillot à Paris avec Diane Dufresne, Louise Forestier et Jean Carignan.

Dans tout ceci, il préfère le titre plus modeste de directeur artistique à celui de metteur en scène même si c'est lui qui conçoit avec les interprètes la thématique des spectacles, établit le choix et l'ordre des chansons, habille celles-ci par l'éclairage et le dispositif scénique appropriés.

Officiellement, à Radio-Canada, il porte le titre de «réalisateur-coordonnateur des variétés aux Beaux Dimanches». Il ne fait pas de doute qu'on lui a proposé d'accéder à des postes supérieurs. Il n'en veut pas. C'est dans la production qu'il a du plaisir et qu'il satisfait son goût et son besoin de «montrer au grand public des gens qui ont du talent. Comme l'on montre avec fierté à des amis, chez soi, un disque ou un livre que l'on aime.»

Comme en ce moment. C'est avec un enthousiasme communicatif qu'il me parle de Claude Meunier et Serge Thériault, les Ding et Dong des «Lundis des Ha Ha» avec Brathwaite et Verville qu'il va présenter en six spéciaux du mercredi soir d'une heure chacun.

«C'est un grand moment que j'ai vécu là. J'en suis encore tout excité. C'est la relève du rire. Les Deschamps, Lapointe, Moreau font mieux de se tenir.»

Il est aussi fébrile qu'à ses débuts.

Il n'a que 47 ans.

Il est un monument de notre monde du spectacle qui a sans cesse enchanté nos loisirs. Et pourtant, saviez-vous qui est Jean Bissonnette? Drôle de monde! □

jocus
les spécialistes des bons jouets

JOUEZ GAGNANT!

**Vous connaissez les enfants,
Vous avez le sens de l'organisation,
Vous désirez une occupation intéressante
et bien rémunérée...**

**JOCUS vous offre la possibilité
de devenir conseiller(ère) en jouets.**

information: 849-8366

NOS AMIES LES BÊTES



Louise Laliberté

L'achat d'un animal: une sérieuse décision

Décider de se procurer un animal ou vouloir en offrir un en cadeau commande une sérieuse démarche. Comme c'est la coutume, beaucoup de bêtes seront offertes au prochain Noël. Il n'est pas trop tôt pour y penser et voici quelques questions à discuter afin de faire le meilleur choix possible. Que l'on désire se procurer un chien ou un chat, il faut d'abord songer que celui que l'on choisira risque de cohabiter avec soi pour une période de dix à quinze ans. Autant alors s'assurer de trouver l'animal qui convienne le mieux possible afin qu'il soit heureux et que surtout ses maîtres le soient aussi.

Un chien ou un chat?

La vie en appartement convient certainement davantage à l'adoption d'un chat. Le chat ne requiert pas autant de «temps» que le chien, c'est connu. Il est naturellement propre s'accommodant bien à la boîte de litière et n'exigeant jamais les fréquentes sorties du chien. Il accepte d'être laissé seul et un week-end sans la compagnie de son maître ne le gênera que rarement si on prend la précaution de lui laisser suffisamment d'eau et de nourriture. Par contre, certaines petites races canines peuvent aussi être très heureuses dans un appartement. Mais il faudra tout de même penser aux marches fréquentes, si petit soit le chien et penser que le dressage à la propreté peut poser de graves problèmes si un long trajet dans les corridors ou les ascenseurs doit être parcouru avant d'accéder au petit coin...

Race pure ou non?

Que l'on ait opté pour un chien ou un chat, le premier point à considérer reste le même: sera-t-il de race pure ou croisée? Le facteur financier risque d'entrer, ici, fortement en ligne de compte. On ne doit pas s'attendre de payer moins de 200.\$ pour un animal de race pure. Et à ce prix, on ne doit pas espérer obtenir un chien ou un chat de qualité d'exposition ou un futur grand champion. Le prix des chiens et chats d'élevage varie considérablement et s'établit généralement sur leurs qualités et leur potentiel de succès en compétition. La carrière des parents peut encore être un facteur dans l'établissement de la valeur d'un sujet.

Un chien qui a été le meilleur de sa race au pays ou une chatte qui a enlevé tous les honneurs aux expositions peut faire joliment grimper le prix des rejets. Mais si l'on apprécie quand même le fait de posséder un bel animal, un investissement de cet ordre devrait permettre d'obtenir une bête de race pure considérée par l'éleveur comme un sujet de catégorie «animal de compagnie».

Par contre si l'on attache peu

d'importance à l'apparence extérieure du chien ou du chat, un petit bâtard obtenu pour quelques dollars ou d'un voisin, pourra se montrer à la hauteur et aussi devenir un compagnon fidèle. La Société de protection des animaux en offre aussi en adoption (25.\$ pour les chats, 50.\$ pour les chiens). Ils sont toujours préalablement examinés par le vétérinaire attaché au refuge et ont déjà reçu une première vaccination. Le montant total déboursé au moment de l'achat est aussi remboursable si la bête a été stérilisée dans les six mois suivant l'adoption.

Attention, ici, de ne pas se faire rouler par un vendeur habile: un chien issu de parents de races pures mais différentes n'a pas plus de valeur marchande que le plus croisé des bâtards...

Le chien de race pure possède cependant un immense avantage sur le chiot croisé: on peut savoir exactement de quoi il aura l'air à l'âge adulte. Si l'on se procure un pur Saint-Bernard, on peut s'attendre à le voir peser 150 lbs à 15 mois. Un Caniche nain ne pèsera pas plus de 4 ou 5 lbs. On peut savoir que, malgré les apparences, un chiot Afghan aura le poil long de même qu'un chiot Collie. Il n'en va pas de même pour le petit croisé. Certaines petites boules de poil se transforment au fil des mois en véritables dogues au grand désespoir de leur maître tandis que, souvent, le dangereux chien de garde que l'on croyait se procurer aura du mal à toucher ses 12 ou 15 kg une fois pleinement développé... Et ce, sans parler du tempérament qui est tout aussi imprévisible! À ce chapitre, on peut parfois se fier à l'apparence des parents du chiot; malheureusement, ils sont souvent eux-mêmes tellement croisés que le résultat d'un accouplement n'est en quelque sorte qu'un grand coup de dés.

La race?

Si l'on a décidé de l'espèce, reste maintenant à choisir la race. On se doit alors d'analyser plusieurs facteurs. Les goûts personnels sont dès lors évidemment importants car certaines races et ce, à cause de leur tempérament, leur apparence ou leur utilité, sont plus attirantes pour certains. Mais il faut, surtout chez le chien, se ba-

ser sur d'autres facteurs pour faire un choix judicieux. Si l'on a opté pour un chat de race pure, le choix de la race n'est pas aussi complexe. Tous les chats sont de taille pratiquement égale et seul leur type corporel et la longueur de leur poil pourra vraiment varier. De plus, il existe relativement peu de races félines comparativement aux très nombreuses races canines. Le Cercle canadien de Chenil reconnaît environ 140 races tandis que la félinophilie ne compte guère plus de trente races, dont la moitié ne sont pas disponibles chez nous.

Les questions importantes

Dispose-t-on de suffisamment d'espace pour se permettre un grand ou un gros chien? Pourra-t-on lui accorder tout l'exercice dont il a besoin? Aura-t-on du temps à consacrer à sa toilette?

Si l'on aime le calme et la tranquillité, il sera sage d'éviter certaines races reconnues pour leur tempérament exubérant. Les terriers (airedale, fox, schnauzers, etc.), le Braque allemand et quelques autres races sont des chiens actifs et débordant d'énergie mais joueurs, d'autres, comme le chow-chow ou le pug sont calmes et réservés. L'important sera sans doute de bien se renseigner et de lire quelques ouvrages traitant des races canines et en discutant avec des éleveurs de réputation. Pensez que quelle que soit sa taille, un chien a grandement besoin d'exercice et «courir son mille» n'est qu'un réchauffement pour plusieurs. Pensez aussi qu'un chien à poil long exige plusieurs séances de brossage et d'entretien de fourrure trois ou quatre fois par semaine, sinon quotidiennement.

Si l'on a choisi d'avoir un chat, les questions d'espace et d'exercice n'entrent pas en jeu mais celle touchant la longueur de la fourrure doit être sérieusement prise en considération. Un persan exige beaucoup de soin pour l'entretien de sa splendide robe. Il faut y voir. Chez les chats, on distingue aussi certaines différences de tempérament: la majorité des chats à poil court seront des chats actifs, curieux et davantage espiègles, tandis que les chats à poil long sont reconnus pour leur passivité et leur calme. □



Quand on décide de se procurer un animal, il faut d'abord songer que celui que l'on choisit risquera de cohabiter avec soi pour 10 ou 15 ans. Autant alors s'assurer de trouver l'animal qui convienne le mieux possible afin qu'il soit heureux et que surtout ses maîtres le soient. Première question: un chien ou un chat?

Sorcières édentées sur leur vieux ballet, revenants, citrouilles... C'est l'Halloween! Mais la citrouille joue aussi son rôle en cuisine. N'avez-vous jamais savouré une soupe à la citrouille? Ne perdez plus de temps!



Pol Martin

CUISINER

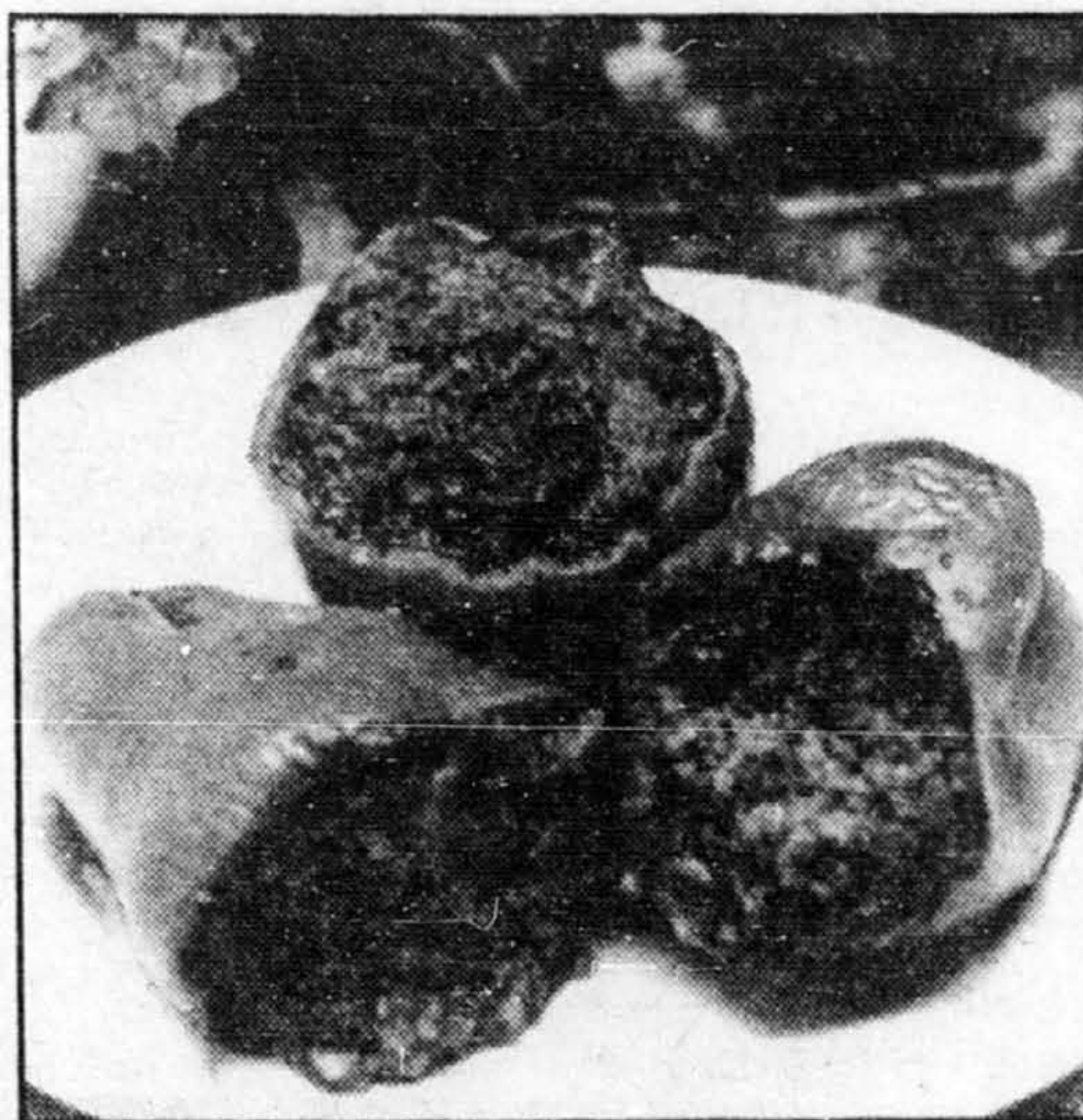
Soupe à la citrouille, piments verts farcis et bananes aux amandes

1. Soupe à la citrouille

(pour 4 personnes)

- 1 petite citrouille
- 45 mL (3 c. à soupe) de beurre
- 125 mL (½ tasse) d'eau froide
- 750 mL (3 tasses) de lait chaud
- 30 à 45 mL (2 à 3 c. à soupe) de sucre
- beurre frais
- sel et poivre

- 1) Peler la citrouille. Retirer les pépins et les fibres.
- 2) Couper la citrouille en gros dés et les mettre dans une casserole.
- 3) Ajouter le beurre et l'eau; saler, poivrer.
- 4) Couvrir et faire cuire à feu doux jusqu'à ce que les dés de citrouille soient mous.
- 5) Verser le tout dans un blender; mettre en purée.
- 6) Placer la purée de citrouille dans une soupière. Ajouter le lait chaud; mélanger le tout pour obtenir une crème onctueuse.
- 7) Ajouter le sucre et le beurre frais. Servir.



2. Piments verts farcis

(pour 4 personnes)

- 4 gros piments verts
- 45 mL (3 c. à soupe) d'huile d'olive
- 1 oignon haché très fin
- 227 g (½ livre) de viande hachée
- 227 g (½ livre) de champignons hachés
- 3 tomates pelées et hachées
- 1 mL (¼ c. à thé) de poudre de chili
- 1 gousse d'ail, écrasée et hachée
- 125 mL (½ tasse) de fromage mozzarella râpé
- 375 mL (1 ½ tasse) de sauce brune commerciale
- sel et poivre

Préchauffer le four à 180C (350F)

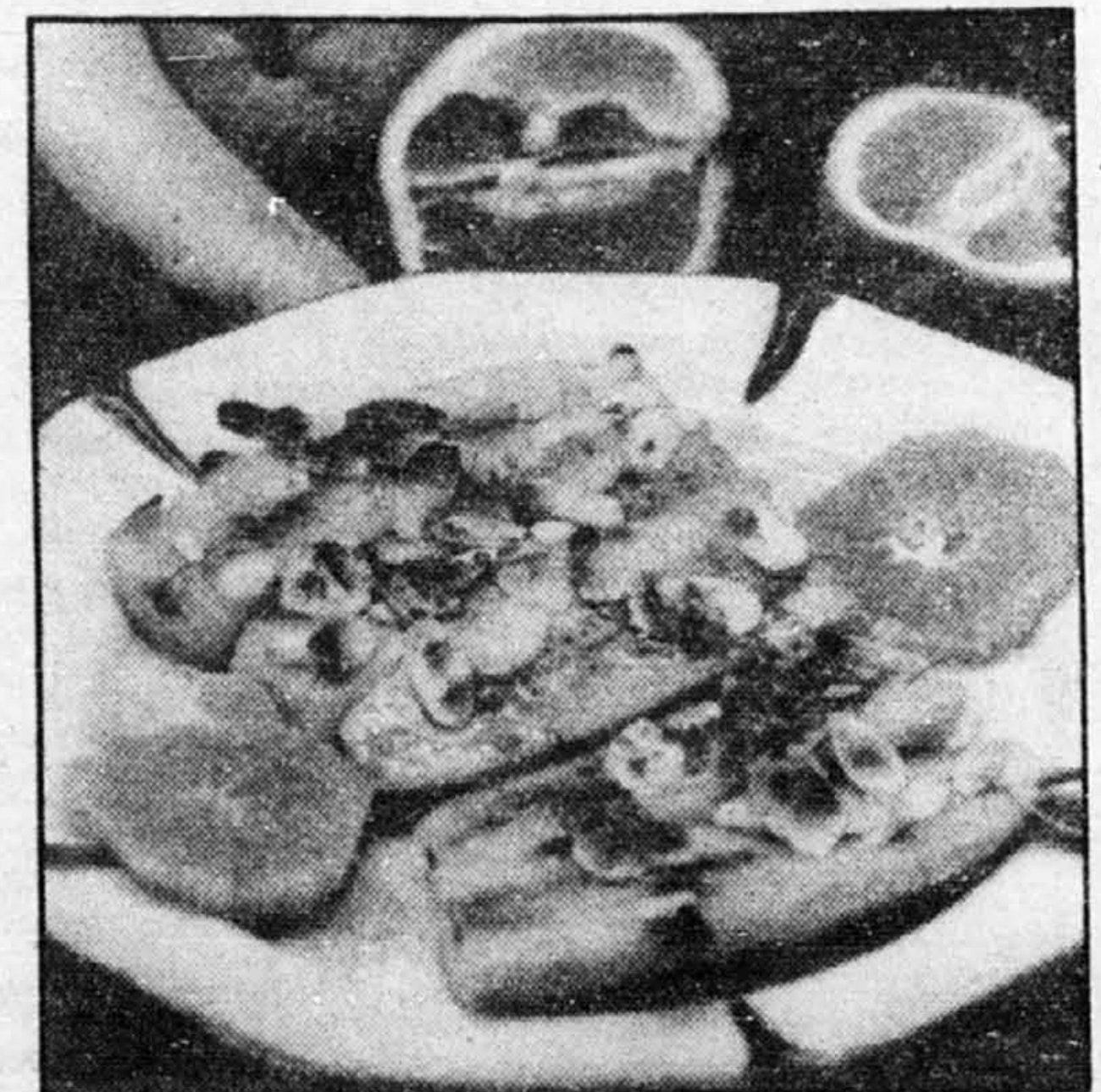
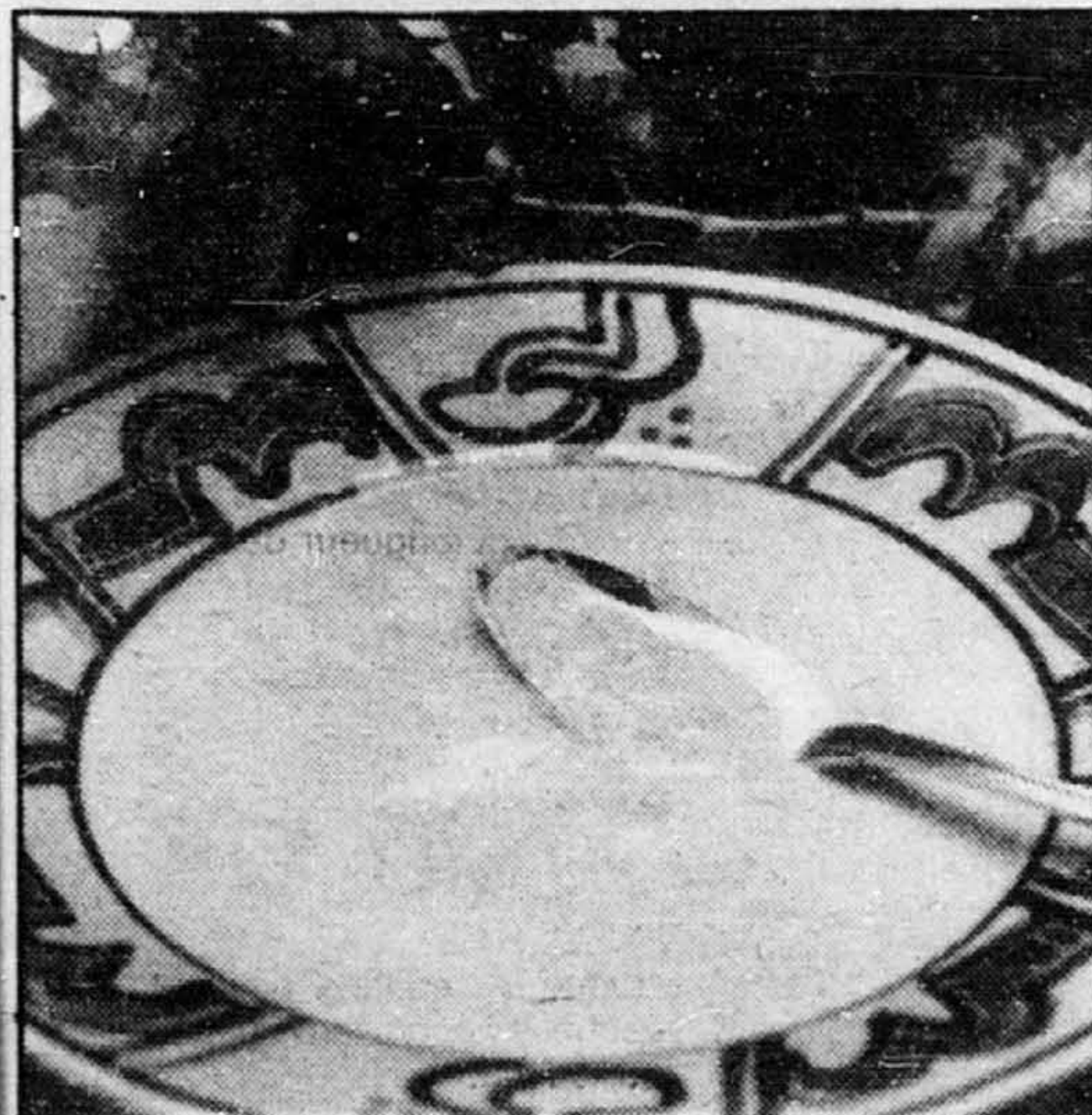
- 1) Faire chauffer 15 mL (1 c. à soupe) d'huile dans une sauteuse. Ajouter les oignons et la viande hachée.
- 2) Saler, poivrer; faire cuire de 3 à 4 minutes.
- 3) Verser le mélange dans un bol. Mettre de côté.
- 4) Faire chauffer le reste de l'huile dans la sauteuse. Ajouter les champignons et les faire cuire de 3 à 4 minutes.
- 5) Ajouter la viande hachée et les tomates; mélanger et assaisonner au goût.
- 6) Ajouter la poudre de chili, l'ail et le fromage; mélanger à nouveau. Faire cuire de 7 à 8 minutes pour que le fromage épaississe le mélange. Mettre de côté.
- 7) Couper la tête des piments et retirer les pépins. Faire cuire les piments dans 750 mL (3 tasses) d'eau bouillante salée de 4 à 5 minutes.
- 8) Égoutter et assécher les piments.
- 9) Farcir les piments et les placer dans un plat allant au four. Ajouter la sauce, couvrir avec un papier d'aluminium et faire cuire pendant 35 minutes. Servir.

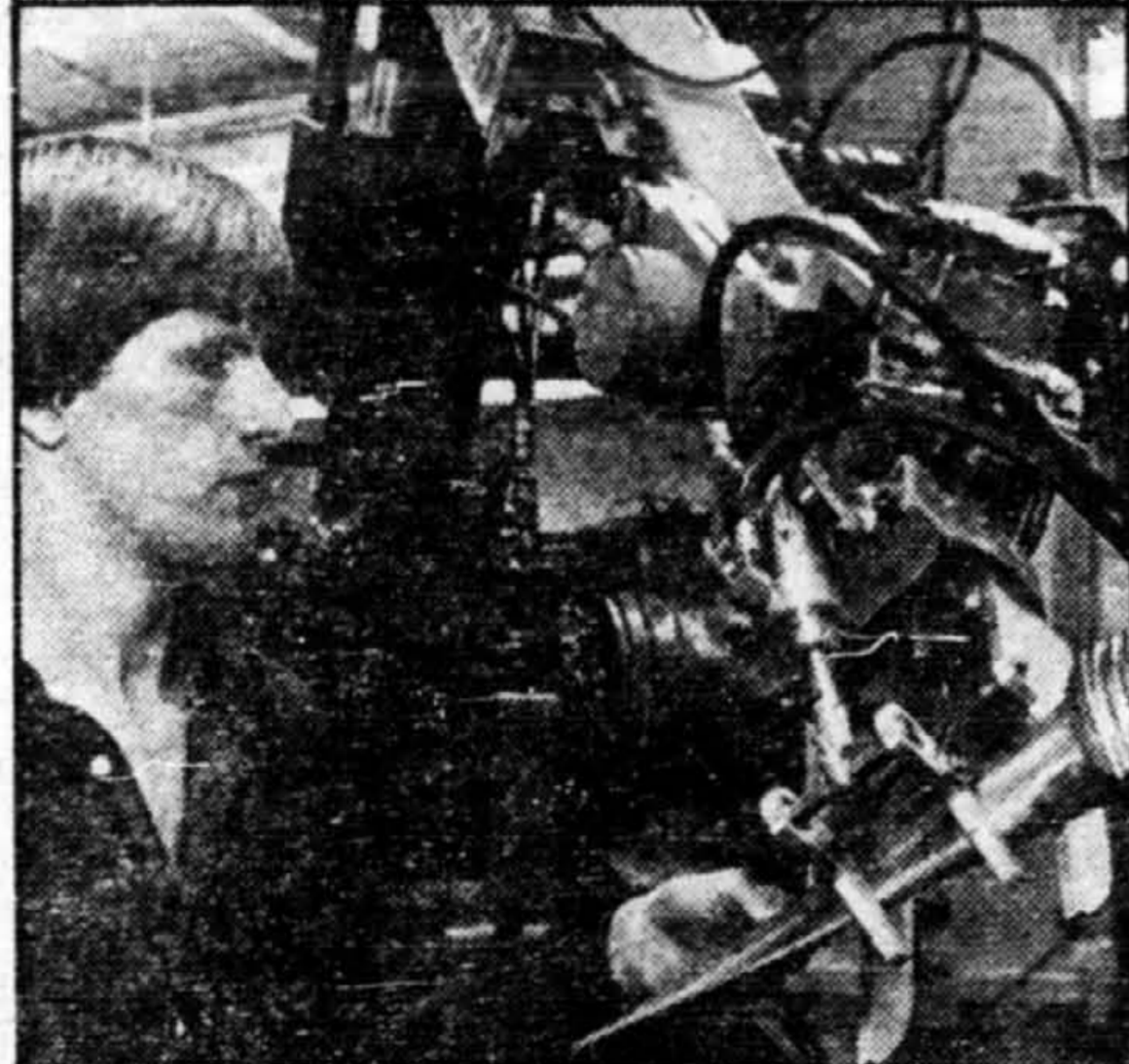
3. Bananes aux amandes

(pour 4 personnes)

- 30 mL (2 c. à soupe) de beurre
- 45 mL (3 c. à soupe) de sucre
- 4 bananes coupées en deux dans la longueur et ensuite en deux dans la largeur
- 5 mL (1 c. à thé) de fécule de maïs
- 45 mL (3 c. à soupe) de Tia Maria
- 125 mL (½ tasse) d'amandes effilées
- 15 mL (1 c. à soupe) de cassonade
- jus de 3 oranges
- jus d'1 citron

- 1) Mettre le beurre et le sucre dans une poêle à frire; mélanger et faire cuire 2 minutes pour colorer le mélange.
- 2) Ajouter le jus d'orange et de citron; faire cuire 2 minutes.
- 3) Ajouter les bananes; faire cuire 3 minutes.
- 4) Retirer les bananes (seulement) et les placer dans un plat allant au four.
- 5) Mélanger la fécule de maïs et le Tia Maria. Incorporer le mélange à la sauce.
- 6) Placer le tout sur l'élément du poêle et faire cuire 2 minutes pour épaissir la sauce.
- 7) Verser la sauce sur les bananes et les parsemer d'amandes effilées et de cassonade.
- 8) Faire cuire au four à grill (broil) pendant 2 minutes. Servir.





L'ORDINATEUR NOUS RENDRA-T-IL LA VIE PLUS FACILE?

Pour le savoir,
vous voudrez lire

L'HOMME informatisé

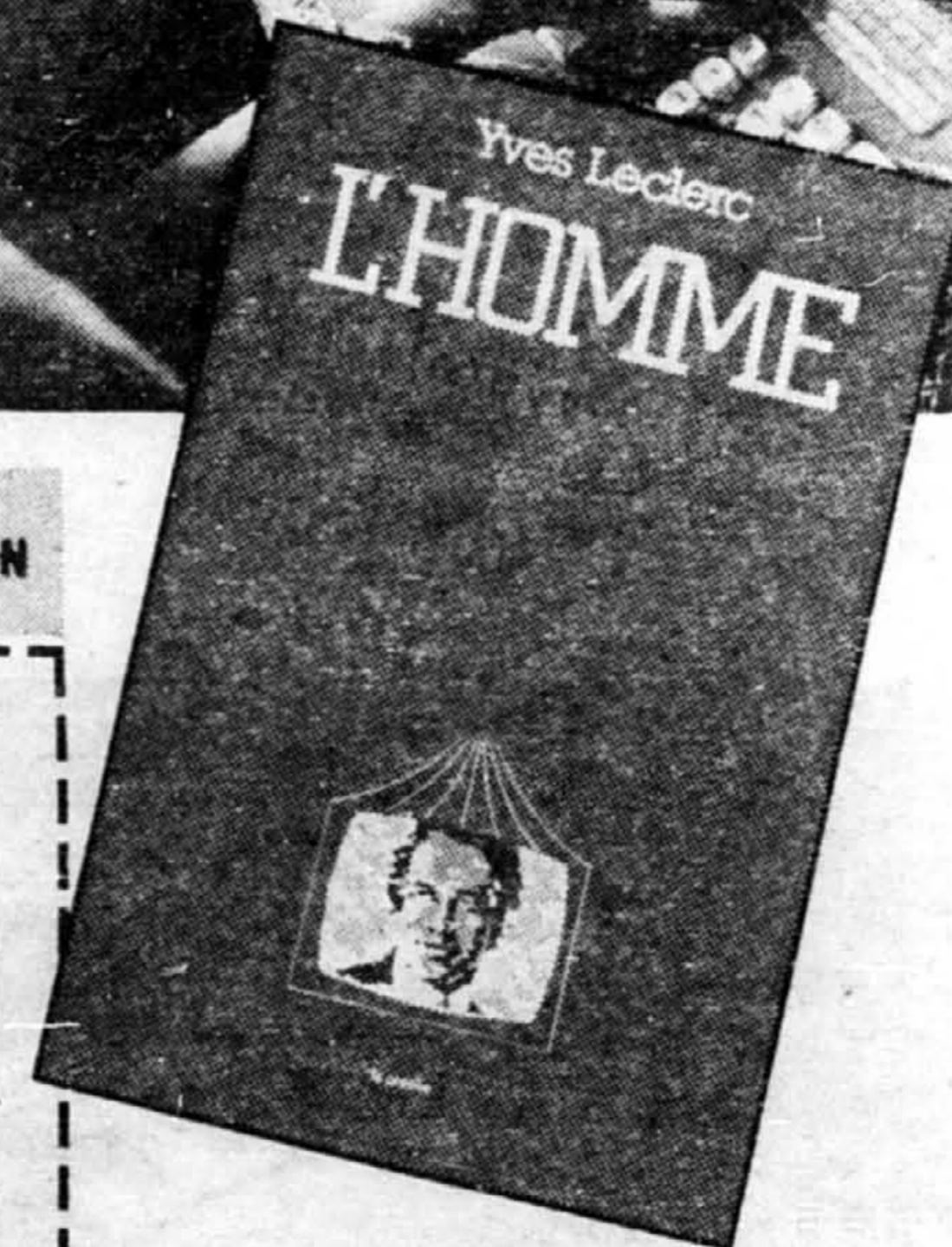
par Yves Leclerc

paru aux Éditions La Presse

L'ouvrage le plus récent et le
plus au point sur l'influence de
l'ordinateur dans notre vie

Écrit dans un langage simple et
compréhensible par un spécia-
liste de la question

Nombreuses photos
208 pages

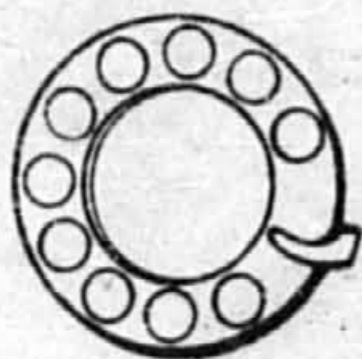


COMMANDEZ PAR TÉLÉPHONE

Service rapide et efficace
285-6984

Economisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9h à 16h.

Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.



OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉS DE LA PRESSE 20% DE RÉDUCTION

BON DE COMMANDE

Veillez me faire parvenir () exemplaire(s) de «L'HOMME INFORMATISÉ» au prix de 9,95 \$ chacun, plus 1 \$ de frais de poste et manutention. Je suis abonné à LA PRESSE. Veuillez me faire parvenir () exemplaire(s) de «L'HOMME INFORMATISÉ» au prix de 7,95 \$ chacun, plus 1 \$ de frais de poste et manutention.

No d'abonné:.....

IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse, Ltée.

Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement:

M/Card no.....
VISA

À retourner aux:
Éditions La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec)
H2Y 1K9

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL..... TÉL.....

TOTAL ci-joint..... (plus 1 \$ pour frais de poste et manutention)

AEC Membre de l'Association des éditeurs canadiens